

## Rapport annuel du conseil d'administration

A l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 15 mai 2007 et relatif aux comptes annuels consolidés clôturés le 31 décembre 2006

Chers actionnaires,

Ce rapport annuel doit être lu avec les comptes annuels audités de Roularta Media Group SA, dénommée ci-après le Groupe, et les annexes correspondantes. Ces comptes annuels consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration du 16 mars 2007.

### Commentaire des comptes annuels consolidés

Les comptes annuels consolidés ont été rédigés en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), édités par l'International Accounting Standards Board (IASB) et avec les interprétations éditées par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC, anciennement SIC) de l'IASB et qui ont été approuvées par la Commission européenne. Les comptes annuels consolidés donnent un aperçu général des activités de notre Groupe, ainsi que des résultats obtenus. Ils offrent une image fidèle de la situation financière, des prestations financières et des flux de trésorerie de l'entité, et ont été rédigés dans l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

### Principaux changements dans le Groupe au cours de l'exercice 2006

- Rachat de Studio-A SA et t' Fonteintje-De Wegwijzer SA au premier trimestre 2006;
- Réduction de la participation de 50% dans A Nous Province SAS et Algo Communication SARL au premier trimestre 2006;
- Vente de la participation dans Publiregioes Lda au deuxième trimestre 2006;
- Rachat du Groupe Express-Expansion fin septembre 2006.

Lors de l'analyse des résultats annuels de 2006, il y a lieu de tenir compte du fait que les résultats du Groupe Express-Expansion, dont Roularta Media Group a acquis 100% des actions le 26 septembre 2006, n'ont été intégrés qu'à partir du quatrième trimestre.

### Compte de résultats consolidé

Roularta Media Group a réalisé en 2006, un résultat net du Groupe de 24,8 millions d'euros, contre 22,2 millions d'euros en 2005. Le résultat net du Groupe pour la division Médias Imprimés a augmenté de 2,1%, passant de 17,1 à 17,4 millions d'euros. Dans la division Médias Audiovisuels, le résultat net du Groupe a enregistré une croissance de 43,8%, de 5,1 à 7,4 millions d'euros.

En comparaison avec l'année dernière, le chiffre d'affaires a progressé de 111,6 millions d'euros, soit 22,4%. Cette évolution est due d'une part à une augmentation de 97,8 millions d'euros du chiffre d'affaires de la division Médias Imprimés. Cette hausse est à attribuer pour 84,4 millions d'euros aux acquisitions de Point de Vue (fin 2005) et du Groupe Express-Expansion. En outre, nous relevons une croissance organique de 4,0%. D'autre part, le chiffre d'affaires de la division Médias Audiovisuels a grimpé de 8,3%, principalement grâce à Paratel et à la Vlaamse Media Maatschappij.

L'EBITDA est passé de 56,0 à 72,5 millions d'euros tandis que le résultat opérationnel (EBIT) progressait de 38,6 à 51,1 millions d'euros. La marge EBITDA est passée de 11,4% à 11,9% et la marge EBIT de 7,8% à 8,4%.

Dans la division Médias Imprimés, l'EBIT a été influencé par des frais de restructuration de 4,1 millions d'euros consentis pour Groupe Express-Expansion, ainsi que par une moins-value sur titres exceptionnelle représentant 2,3 millions d'euros et par des amortissements sur le fonds de commerce de Point de Vue, à concurrence de 1,2 million d'euros. Dans la division Médias Audiovisuels, la Vlaamse Media Maatschappij a consenti 1,8 million d'euros de frais de restructuration.

En 2006, le résultat courant net a augmenté de 38,9%, passant de 22,3 millions d'euros à 31,0 millions d'euros. Le cash-flow courant a augmenté de 26,2%, passant de 39,7 à 50,0 millions d'euros.

Le résultat net a été influencé défavorablement par un certain nombre de facteurs. D'une part, il y a la hausse des frais financiers à la suite du financement des rachats de Point de Vue et de Groupe Express-Expansion, qui ont partiellement été compensés par un produit financier unique découlant d'un contrat swap conclu préalablement au US Private Placement d'avril 2006. D'autre part, il y a l'alourdissement de la charge fiscale que l'on a relevé en 2005. Cette aggravation de la charge fiscale est la conséquence de pertes fiscales non récupérables à court terme, d'une reprise exceptionnelle de latences fiscales actives (= surcoût) et de la réduction de valeur exceptionnelle sur titres. Si l'on neutralise ces éléments exceptionnels, on obtient en IFRS une charge fiscale de 37,4%.

Le bénéfice par action est passé de 2,29 euros en 2005 à 2,32 euros en 2006. Cette progression limitée est la conséquence d'une part de la plus-value exceptionnelle sur la vente de la participation dans Plopsaland en 2005, qui se traduit par un effet sur le bénéfice par action de 0,22 euro, et d'autre part de l'augmentation du nombre d'actions conformément aux augmentations de capital.

### Bilan

Le 26 septembre 2006, Roularta Media Group a acquis définitivement 100% des actions du Groupe Express-Expansion. Par conséquent, l'actif et le passif de GEE sont intégralement repris dans le bilan consolidé au 31 décembre 2006. Les résultats ont été repris à partir du quatrième trimestre 2006. L'augmentation de 321,6 millions d'euros des immobilisations immatérielles découle pour 293,5 millions d'euros de l'intégration des titres du Groupe Express-Expansion. Etant donné que la valeur réelle de ces titres à la date d'acquisition est supérieure à la valeur comptable, une dette fiscale reportée de 97,9 millions d'euros est enregistrée conformément aux normes IFRS 3 pour les plus-values latentes.

Les fonds propres s'élèvent au 31 décembre 2006 à 297,7 millions d'euros, venant de 228,9 millions d'euros au 31 décembre 2005. Le capital a été augmenté de 51,0 millions d'euros à travers plusieurs augmentations de capital. Les réserves affichent une croissance nette de 17,8 millions d'euros, à savoir le résultat de 2006 (24,8 millions d'euros) moins les dividendes versés (8 millions d'euros) et un transfert des intérêts minoritaires.

A la suite du financement du rachat du Groupe Express-Expansion et de Point de Vue et de la reprise de 25,4 millions d'euros de dette de leasing dans Roularta Printing pour le financement des nouvelles presses rotatives, la dette financière nette a augmenté jusqu'à atteindre 221,4 millions d'euros, ce qui donne en comparaison aux moyens propres un gearing ratio de 74,4%.

### Investissements (CAPEX)

Les investissements totaux en 2006 s'élevaient à 239,1 millions d'euros, dont 45,7 millions d'euros d'investissements dans des immobilisations incorporelles et corporelles et 193,4 millions d'euros d'acquisitions. Les investissements dans des immobilisations incorporelles ont principalement trait aux logiciels, qui représentent un montant de 3,5 millions d'euros. Les investissements dans des immobilisations corporelles concernent principalement des leasings de nouvelles presses à imprimer, pour un montant de 25,4 millions d'euros, la construction du bâtiment de Roeselare, qui représente un investissement de 4,6 millions d'euros et diverses machines et fournitures de bureau.

### Faits importants survenus après la clôture de l'exercice

Après la clôture de l'exercice sont survenus les événements importants suivants, qui influencent de manière importante les résultats et la position financière de l'entreprise:

- Du fait de l'exercice de 9.340 warrants, le capital de Roularta Media Group SA a été augmenté de 188.014,20 euros par acte notarié du 5 janvier 2007, et ensuite de 485,80 euros par le biais de l'incorporation de la réserve disponible, ce qui l'a porté à 170.439.000,00 euros, représenté par 11.014.825 actions, dont 2.603.948 actions à caractère VVPR;
- Au mois de janvier 2007, Roularta Media Group SA a acquis 100% des actions d'Academici Roularta Media SA, une ancienne joint-venture (50/50) entre Roularta Media Group SA et Monsieur Ron Maes;
- En mars 2007, Roularta Media Group a racheté toutes les actions de Medical Integrated Communication SA, éditeur de la revue bilingue Le Journal du Dentiste/De Tandartsenkrant;
- Roularta Media Group SA a racheté fin mars 2007 les revues professionnelles Datanews et Texbel de VNU Business Publications, ainsi que les sites Internet liés à ces publications.

### Communication concernant l'utilisation par la société d'instruments financiers, dans la limite où cela s'avère important pour l'appréciation de son actif et de son passif, de sa position financière ainsi que de son résultat

Le Groupe utilise des contrats de change pour couvrir le risque de variation de la valeur réelle d'un actif ou d'une obligation reprise, ou pour couvrir un engagement ferme non repris dans le cadre de ses activités commerciales. Ces contrats sont considérés comme des couvertures de valeur réelles telles que définies dans la norme IAS 39 et ont été appréciés à la valeur du marché et comptabilisés dans la rubrique 'produits dérivés financiers' sous les obligations à long terme.

En 2006, le Groupe a procédé à un placement privé libellé en USD aux Etats-Unis. Pour couvrir le risque de change et le risque de taux sur cet emprunt en USD, le Groupe a souscrit un contrat IRCS dont les échéances se situent aux mêmes dates que celles des amortissements et des paiements d'intérêt. Ce contrat est traité comme une couverture des flux de trésorerie conformément à la norme IAS 39.

Pour couvrir les risques résultant des fluctuations défavorables des taux d'intérêt, le Groupe a utilisé des instruments financiers, à savoir des contrats IRS, des contrats Cap-floor, ainsi que le contrat IRCS précité. Un des contrats IRS est considéré comme un contrat de couverture des flux de trésorerie selon les normes IAS 39. Les autres contrats ne sont pas considérés comme des contrats de couverture selon les normes IAS 39.

#### Environnement, prévention et bien-être

Pour un exposé détaillé en matière d'environnement, de prévention et de bien-être, nous renvoyons au chapitre Environnement, Prévention et Bien-être dans le rapport annuel 2006.

#### Personnel

Au 31 décembre 2006, le Groupe occupe 3.101 travailleurs (équivalents temps plein). En comparaison avec l'année dernière, ce nombre indique un accroissement de l'effectif de l'ordre de 896 équivalents temps plein, soit 40,6%. Dans ces chiffres, les joint-ventures ont été prises en compte au prorata. Cette hausse est à attribuer pour 853 équivalents temps plein aux nouvelles acquisitions, dont 766 pour le Groupe Express-Expansion.

Le Groupe a enregistré en 2006 pour 5,8 millions d'euros de frais de restructuration, en partie pour le Groupe Express-Expansion à la suite de la clause de cession, et en partie pour la SA Vlaamse Media Maatschappij.

#### Principaux risques et incertitudes

Outre les risques traditionnels pour chaque entreprise, le Groupe suit pas à pas les évolutions du marché dans l'univers des médias, de manière à pouvoir en tout temps anticiper les modifications et les nouvelles tendances de l'environnement dans lequel opère l'entreprise. Grâce à l'offre multimédia dont il dispose, le Groupe peut réagir de manière adéquate aux glissements de l'attention du monde publicitaire et du lectorat d'une forme de média à l'autre. De même, le fait que le Groupe puise ses revenus à la fois dans le marché publicitaire et dans le marché des lecteurs permet une répartition suffisante du risque en cas d'évolution négative dans l'un ou l'autre marché.

Les catégories de frais qui déterminent dans une large mesure le prix de revient total dans la division Médias Imprimés, comme les frais d'impression, de distribution, de personnel et de promotion, sont suivies minutieusement. L'évolution des prix du papier à l'échelle internationale est incertaine et requiert une attention particulière de notre part.

Le résultat de la division Médias Audiovisuels est dans une large mesure déterminé par deux éléments importants: le marché publicitaire et les taux d'audience. Les frais de programmation, tant pour les productions nationales que pour le matériel cinématographique étranger, sont définis longtemps à l'avance et ne sont donc pas flexibles. En revanche, le marché publicitaire peut connaître une importante évolution à court terme.

*Établi à Roulers, le 16 mars 2007  
Le conseil d'administration*

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES			
Compte de résultats	31/12/05	31/12/06	Evolution
<b>Chiffre d'affaires (1)</b>	<b>497.681</b>	<b>609.231</b>	<b>+ 22,4%</b>
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>38.553</b>	<b>51.089</b>	<b>+ 32,5%</b>
Charges financières nettes	-1.342	-1.993	+ 48,5 %
<b>Résultat opérationnel après charges financières nettes</b>	<b>37.211</b>	<b>49.096</b>	<b>+ 31,9%</b>
Impôts sur le résultat	-14.882	-23.645	+ 58,9%
<b>Résultat net des entreprises consolidées</b>	<b>22.329</b>	<b>25.451</b>	<b>+ 14,0%</b>
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	3	-12	
Intérêts minoritaires	-139	-653	+ 369,8%
<b>Résultat net du Groupe</b>	<b>22.193</b>	<b>24.786</b>	<b>+ 11,7%</b>
EBITDA	56.034	72.466	+ 29,3%
EBITDA (marge)	11,4%	11,9%	
EBIT	38.553	51.089	+ 32,5 %
EBIT (marge)	7,8%	8,4%	
Résultat net du Groupe	22.193	24.786	+ 11,7%
Résultat net du Groupe (marge)	4,5%	4,1%	
Résultat courant net (2)	22.331	31.007	+ 38,9%
Cash-flow courant (3)	39.674	50.053	+ 26,2%
Bilan	31/12/05	31/12/06	Evolution
Actifs non courants	274.242	659.205	+ 140,4%
Actifs courants	236.810	326.329	+ 37,8%
Total du bilan	511.052	985.534	+ 92,8 %
Capitaux propres - part du Groupe	215.616	284.839	+ 32,1%
Capitaux propres - intérêts minoritaires	13.297	12.863	- 3,3%
Passifs	282.139	687.832	+ 143,8%
Liquidité (4)	1,1	0,8	- 27,3%
Solvabilité (5)	44,8%	30,2%	- 32,6%
Dette financière nette	39.985	221.415	+ 453,7%
Gearing (6)	17,5%	74,4%	+ 325,1%
Rendement des fonds propres (7)	10,3%	8,7%	- 15,5 %

(1) Chiffre d'affaires 2005: reclassification au poste 'chiffre d'affaires' des rémunérations perçues pour le signal de VMMA (4.443 KEUR).

(2) Résultat courant net = résultat net du Groupe + pertes de valeur sur titres et sur goodwill + frais de restructuration nets d'impôts.

(3) Cash-flow courant = résultat courant net + amortissements sur immobilisations (in)corporelles, dépréciations et provisions.

(4) Liquidité = actifs courants / passifs courants.

(5) Solvabilité = capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires) / total du bilan.

(6) Gearing = dette financière nette / capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires).

(7) Rendement des fonds propres = résultat net du Groupe / capitaux propres (part du Groupe).

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

## Etats financiers consolidés

### 1. COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

	Annexe	2006	2005
Chiffre d'affaires	3	609.231	497.681
Approvisionnements et marchandises		-173.910	-161.209
Services et biens divers	4	-209.673	-162.075
Frais de personnel	5	-148.497	-120.238
Amortissements, dépréciations et provisions		-21.377	-17.481
<i>Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations (in)corporelles</i>		-19.436	-16.594
<i>Dépréciations sur stocks et sur créances commerciales</i>	6	1.311	-1.445
<i>Provisions</i>		-921	696
<i>Pertes de valeur sur titres et sur goodwill</i>	13	-2.331	-138
Autres produits d'exploitation	7	11.060	9.067
Autres charges d'exploitation	7	-9.893	-7.192
Frais de restructuration	8	-5.852	
<b>Résultat opérationnel - EBIT</b>		<b>51.089</b>	<b>38.553</b>
Produits financiers	9	3.805	1.075
Charges financières	9	-5.798	-2.417
<b>Résultat opérationnel après charges financières nettes</b>		<b>49.096</b>	<b>37.211</b>
Impôts sur le résultat	10	-23.645	-14.882
<b>Résultat net des entreprises consolidées</b>		<b>25.451</b>	<b>22.329</b>
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-12	3
Intérêts minoritaires		-653	-139
<b>Résultat net du Groupe</b>		<b>24.786</b>	<b>22.193</b>
<b>Résultat par action</b>			
Résultat de base par action	11	2,32	2,29
Résultat dilué par action	11	2,30	2,25

### 2. BILAN CONSOLIDÉ

ACTIFS	Annexe	2006	2005
<b>Actifs non courants</b>		<b>659.205</b>	<b>274.242</b>
Immobilisations incorporelles	13	428.417	106.820
Goodwill	14	56.422	25.298
Immobilisations corporelles	15	158.420	124.835
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	78	30
Actifs financiers	17	6.945	8.335
Produits dérivés financiers	29		590
Clients et autres créances	18	2.173	850
Actifs d'impôt différé	19	6.750	7.484
<b>Actifs courants</b>		<b>326.329</b>	<b>236.810</b>
Stocks	20	52.431	48.619
Clients et autres créances	18	221.881	146.240
Actifs financiers	17	3.142	4.061
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	38.464	30.950
Charges à reporter et produits acquis		10.411	6.940
<b>Total de l'actif</b>		<b>985.534</b>	<b>511.052</b>

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

PASSIFS	Annexe	2006	2005
<b>Capitaux propres</b>		<b>297.702</b>	<b>228.913</b>
Capitaux propres - part du Groupe		284.839	215.616
<i>Capital souscrit</i>	21	170.251	119.267
<i>Actions propres</i>	21	-4.920	-5.487
<i>Réserves de capital</i>		-253	408
<i>Réserves de réévaluation</i>		18	-514
<i>Réserves</i>		119.675	101.831
<i>Écarts de conversion</i>		68	111
Intérêts minoritaires		12.863	13.297
<b>Passifs non courants</b>		<b>284.639</b>	<b>72.149</b>
Provisions	22	12.289	3.914
Avantages du personnel	24	7.582	3.501
Passifs d'impôt différé	19	134.656	36.046
Dettes financières	25	127.557	27.417
Dettes commerciales	25	2.097	536
Autres dettes	25	227	735
Produits dérivés financiers	29	231	
<b>Passifs courants</b>		<b>403.193</b>	<b>209.990</b>
Dettes financières	25	135.464	47.579
Dettes commerciales	25	146.188	93.617
Acomptes reçus	25	52.755	24.222
Dettes sociales	25	38.115	24.638
Impôts	25	18.054	10.668
Autres dettes	25	4.032	2.869
Charges à imputer et produits à reporter	26	8.585	6.397
<b>Total du passif</b>		<b>985.534</b>	<b>511.052</b>

<b>3. TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>		
	2006	2005
<b>Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles</b>		
Résultat net des entreprises consolidées	25.451	22.329
Impôts sur le résultat	23.645	14.882
Charges d'intérêt	5.798	2.417
Produits d'intérêt (-)	-3.805	-1.075
Moins-values / plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	-228	139
Moins-values / plus-values sur réalisation d'actifs financiers non courants	36	-2.351
Éléments sans effet de trésorerie	21.419	17.503
<i>Amortissements des immobilisations (in)corporelles</i>	19.436	16.594
<i>Pertes de valeur</i>	2.331	138
<i>Charges relatives aux paiements fondés sur des actions</i>	84	104
<i>Dotations / reprises provisions</i>	921	-696
<i>Gains / pertes de change non réalisés</i>	-42	-82
<i>Autres éléments sans effet de trésorerie</i>	-1.311	1.445
<b>Flux de trésorerie bruts relatifs aux activités opérationnelles</b>	<b>72.316</b>	<b>53.844</b>
Variation des créances commerciales	-19.739	-5.136
Variation des produits dérivés financiers, autres créances et des charges à reporter et produits acquis	-5.183	-2.504
Variation des stocks	4.666	344
Variation des dettes commerciales	11.145	-3.566
Variation des autres dettes courantes	-5.593	1.734
Autres variations du fonds de roulement (a)	10.694	2.364
<b>Variations du fonds de roulement</b>	<b>-4.010</b>	<b>-6.764</b>
Impôts sur le résultat payés	-15.793	-14.769
Intérêts payés (-)	-4.096	-2.268
Intérêts reçus	3.837	1.072
<b>Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles (A)</b>	<b>52.254</b>	<b>31.115</b>

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

<b>Flux de trésorerie relatifs aux activités d'investissement</b>		
Immobilisations (in)corporelles - acquisitions	-50.235	-27.332
Immobilisations (in)corporelles - autres variations	483	1.615
Flux de trésorerie nets relatifs aux acquisitions	-215.190	-26.860
Flux de trésorerie nets relatifs aux cessions	68	529
Actifs financiers - acquisitions	-1.373	-1.678
Actifs financiers - autres variations	474	8.342
<b>Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement (B)</b>	<b>-265.773</b>	<b>-45.384</b>
<b>Flux de trésorerie relatifs aux activités de financement</b>		
Dividendes versés	-7.940	-7.189
Variation du capital souscrit	50.984	317
Actions propres	567	666
Autres variations des capitaux propres	-247	-1.980
Augmentation de dettes financières non courantes	186.501	40.910
Diminution de dettes financières non courantes	-9.112	-11.240
Augmentation (+) / diminution (-) de créances non courantes	-651	698
Variation des actifs financiers courants	931	-3.061
<b>Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement (C)</b>	<b>221.033</b>	<b>19.121</b>
<b>Augmentation nette de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C)</b>	<b>7.514</b>	<b>4.852</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde d'ouverture	30.950	26.098
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde de clôture	38.464	30.950
<b>Augmentation nette de trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>7.514</b>	<b>4.852</b>

(a) Variation des provisions, avantages du personnel, autres dettes à long terme, actifs et passifs d'impôt différé, et charges à imputer et produits à reporter.

<b>4. ÉTAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES</b>									
<b>2006</b>	<b>Capital souscrit</b>	<b>Actions propres</b>	<b>Réserves de capital</b>	<b>Réserves de ré-évaluation</b>	<b>Résultat reporté</b>	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>Ecart de conversion</b>	<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
<b>Solde d'ouverture au 1/1/2006</b>	<b>119.267</b>	<b>-5.487</b>	<b>408</b>	<b>-514</b>	<b>101.831</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>13.297</b>	<b>228.913</b>
Emissions d'actions (toutes sortes d'émissions)	12.894		38.090						50.984
Frais d'émission et d'augmentation du capital			-745						-745
Augmentation du capital résultant de l'incorporation de réserves de capital	38.090		-38.090						0
Résultat de l'exercice						24.786			24.786
Opérations relatives aux actions propres		567							567
Effet de la conversion des devises étrangères							-43		-43
Dividendes					-8.049				-8.049
Gains / pertes sur actifs financiers disponibles à la vente				-91					-91
Gains / pertes provenant d'instruments de couvertures de flux de trésorerie				623					623
Paiements fondés sur des actions			84						84
Résultat de l'exercice attribuable aux intérêts minoritaires								653	653
Transferts d'une rubrique à une autre					1.107			-1.107	0
Autre augmentation / diminution								20	20
<b>Solde de clôture au 31/12/2006</b>	<b>170.251</b>	<b>-4.920</b>	<b>-253</b>	<b>18</b>	<b>94.889</b>	<b>24.786</b>	<b>68</b>	<b>12.863</b>	<b>297.702</b>

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

2005	Capital souscrit	Actions propres	Réserves de capital	Réserves de réévaluation	Résultat reporté	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
<b>Solde d'ouverture au 1/1/2005</b>	<b>118.950</b>	<b>-6.153</b>	<b>306</b>	<b>0</b>	<b>86.868</b>	<b>0</b>	<b>118</b>	<b>14.618</b>	<b>214.707</b>
Emissions d'actions ( <i>toutes sortes d'émissions</i> )	316								316
Augmentation du capital résultant de l'incorporation de primes d'émission	1				-1				0
Résultat de l'exercice						22.193			22.193
Opérations relatives aux actions propres		666							666
Effet de la conversion des devises étrangères							-7		-7
Dividendes					-7.229				-7.229
Gains / pertes sur actifs financiers disponibles à la vente				-514					-514
Paiements fondés sur des actions			104						104
Résultat de l'exercice attribuable aux intérêts minoritaires								139	139
Autre augmentation / diminution			-2					-1.460	-1.462
<b>Solde de clôture au 31/12/2005</b>	<b>119.267</b>	<b>-5.487</b>	<b>408</b>	<b>-514</b>	<b>79.638</b>	<b>22.193</b>	<b>111</b>	<b>13.297</b>	<b>228.913</b>

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

## Annexes aux états financiers consolidés

### ANNEXE 1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Base de présentation

Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRSs), émis par l'International Accounting Standards Board (IASB), et aux interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC autrefois SIC), de l'IASB, qui ont été approuvées par la Commission européenne.

Les états financiers consolidés donnent un aperçu général des activités du Groupe et des résultats obtenus. Ils donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe et ont été préparés sur base de la continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration du 16 mars 2007 et peuvent être modifiés jusqu'à l'assemblée générale du 15 mai 2007.

#### Normes et interprétations nouvelles et révisées

Applicable en 2006:

- IAS 19 Avantages du personnel - Amendements - Ecart actuariel, Régime Groupe et Informations à fournir (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006)
- IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères - Investissement net dans une activité à l'étranger (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006)
- IAS 39 Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation - L'option de la juste valeur (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006)
- IAS 39 Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation - Amendement - Contrats de garantie financière (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006)
- IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006)
- IFRIC 5 Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006)

La première application de ces normes et interprétations n'a pas d'impact significatif sur les comptes annuels du Groupe.

#### Emises mais pas encore adoptées

Le Groupe n'adopte pas anticipativement les normes et interprétations suivantes, qui sont à l'heure actuelle émises, mais pas encore en vigueur:

- IFRS 7 Instruments financiers: Informations à fournir (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007)
- IFRS 8 Secteurs opérationnels (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009)
- IAS 1 Présentation des états financiers - Amendement - Information à fournir en matière de capitaux propres (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007)
- IFRIC 7 Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> mars 2006)
- IFRIC 8 Champ d'application d'IFRS 2 (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006)
- IFRIC 9 Réévaluation des dérivés incorporés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> juin 2006)
- IFRIC 10 Information financière intermédiaire et dépréciation (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006)
- IFRIC 11 Transactions groupe et sur actions propres (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> mars 2007)
- IFRIC 12 Accords de concession de services (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008).

A l'heure actuelle, nous estimons que la première application de ces normes et interprétations n'aura pas un impact significatif sur les comptes annuels du Groupe.

#### Principes de consolidation

Les états financiers consolidés reprennent les données financières de Roularta Media Group SA, de ses filiales et de ses coentreprises (joint-ventures), après élimination de toutes les opérations significatives entre les sociétés du Groupe.

Les *filiales* sont les entreprises sur lesquelles la maison mère exerce un contrôle, c.-à-d. qu'elle y a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ces entreprises sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les *coentreprises* (joint-ventures) sont des accords contractuels aux termes desquels Roularta Media Group SA lance, avec un ou plusieurs partenaires, une activité économique sur laquelle ils exercent une autorité commune. Cela a pour conséquence que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles nécessitent l'accord unanime des parties qui partagent le pouvoir. Ces entreprises sont reprises dans le bilan selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les états financiers des filiales et des coentreprises sont repris dans les états financiers consolidés à partir de la date où la maison mère en a obtenu le contrôle jusqu'à la date où la mère cesse d'avoir le contrôle.

Les acquisitions des filiales et des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Les états financiers des filiales et coentreprises sont établis pour la même période comptable que celle de la maison mère et se basent sur des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances analogues.

Les *entreprises associées* sont les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui ne sont ni une filiale ni une coentreprise. Elles sont reprises dans la consolidation selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date où l'influence significative commence jusqu'à la date où cette influence significative cesse. Dès l'instant où la part du Groupe dans la perte de l'entreprise associée dépasse sa valeur comptable, la valeur comptable est réduite à zéro et les pertes futures ne sont plus prises en compte à moins que le Groupe n'ait garanti les obligations de l'entreprise associée.

### Monnaies étrangères

#### Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle, en appliquant au montant en monnaie étrangère le cours du jour entre la monnaie fonctionnelle et la monnaie étrangère à la date de la transaction. A chaque date de clôture, les éléments monétaires sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les écarts de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la conversion d'éléments monétaires à des cours différents de ceux qui ont été utilisés lors de leur comptabilisation initiale sont comptabilisés en produits ou en charges comme autres produits ou charges d'exploitation, de la période au cours de laquelle ils surviennent.

#### Comptes annuels des activités à l'étranger

Les actifs et passifs monétaires et non monétaires des activités à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie d'une économie hyperinflationniste et n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges de tous les exercices présentés sont convertis aux cours de change en vigueur aux dates des transactions. Tous les écarts de change en résultant doivent être comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres.

### Immobilisations incorporelles autres que le goodwill

Les immobilisations incorporelles comprennent les titres, les logiciels, les concessions, droits de reproduction et droits similaires etc., acquis de tiers ou reçus par apport, de même que les logiciels développés en interne.

Les dépenses de recherche effectuées dans le but d'acquérir une nouvelle expertise scientifique ou technologique sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts encourus pendant la phase de développement dans laquelle les résultats de la recherche sont utilisés dans un plan ou un projet pour la création de produits et processus nouveaux ou améliorés de façon significative, ne sont repris au bilan que dans la mesure où le produit ou le processus est faisable tant techniquement que commercialement, le Groupe dispose de moyens suffisants pour achever leur réalisation et il peut être démontré que l'actif générera des avantages économiques futurs probables.

Les coûts activés comprennent le coût des matériaux, les frais de personnel directs et une part proportionnelle des frais fixes.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles cumulées.

#### Amortissements

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilité attendu et suivant la méthode linéaire à partir de la date à laquelle elles sont prêtes à être mises en service.

Les durées d'utilité suivantes sont appliquées:

- Logiciels 3 à 5 ans
- Concessions, droits de reproduction et droits similaires:
  - Graphiques et génériques 3 ans
  - Scénarios 2 ans
  - Autres droits selon leur durée d'utilité attendue

En vertu de la révision d'IAS 38.107, les titres sont considérés comme des actifs à durée d'utilité indéterminée et ne sont par conséquent pas amortis, mais soumis à un test de dépréciation annuellement.

### Goodwill

Le goodwill est la différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs et

passifs éventuels assumés de la filiale, la coentreprise ou l'entreprise associée au moment de l'acquisition.

En vertu de l'application d'IFRS 3, le goodwill n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation annuellement.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur. Le coût comprend le prix d'achat initial augmenté des autres coûts directs d'acquisition (par exemple les taxes, des deux valeurs récupérables, le transport). Le coût des immobilisations corporelles produites en interne comprend le coût des matériaux, les frais de salaires directs et une part proportionnelle des frais fixes de production.

Le Groupe a fait usage de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 pour considérer la juste valeur de certaines immobilisations corporelles à la date de transition, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2003 comme étant leur coût présumé. Cette juste valeur est basée sur la valeur en continuité d'exploitation ('going concern') comme définie par des experts indépendants et est appliquée à tous les terrains et bâtiments du Groupe ainsi qu'aux presses à imprimer et aux lignes de finition de Roularta Printing SA.

#### Contrats de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés en tant que contrats de location-financement. Au commencement de la durée du contrat de location-financement, les contrats sont repris dans le bilan à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des loyers minimaux estimés, ces deux valeurs étant déterminées à la conclusion du contrat de location. Les loyers minimaux sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les loyers conditionnels sont comptabilisés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les contrats de location qui ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés en tant que contrat de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

#### Amortissements

Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle (c.-à-d. son coût moins sa valeur résiduelle) est comptabilisé dans le résultat selon la méthode linéaire à partir du moment où l'actif est prêt à être mis en service et sur sa durée d'utilité attendue.

Les pourcentages d'amortissement suivants sont d'application:

<b>Bâtiments</b>	
- réévalué	20 ans
- non réévalué	33 ans
- bâtiments sur terrain en emphytéose	durée de l'emphytéose
- transformation avec plus-value significative	10 ans
<b>Installations, machines et outillage</b>	
- presses et lignes de finition	3 à 20 ans
- matériel d'émission	5 ans
- décors TV	3 ans
- autres	5 ans
<b>Mobilier et matériel de bureau</b>	5 à 10 ans
<b>Matériel électronique</b>	3 à 5 ans
<b>Matériel roulant</b>	4 à 5 ans
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	5 à 10 ans
<b>Immobilisations en cours et avances payées</b>	pas d'amortissements
<b>Contrats de location et droits similaires</b>	
- presses et lignes de finition	3 à 20 ans
- matériel d'émission	5 ans

Les terrains ne sont pas amortis étant donné qu'ils sont supposés d'avoir une durée d'utilité indéfinie.

### Actifs financiers

#### Critères destinés à la comptabilisation initiale et à la décomptabilisation des actifs financiers

Les acquisitions et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à leur date de règlement. La comptabilisation à la date de règlement fait référence au fait de comptabiliser un actif le jour de sa réception par l'entité et à la décomptabilisation d'un actif et la comptabilisation de tout profit ou perte lié à la cession au jour où il a été livré par l'entité.

#### Critères pour la comptabilisation des actifs financiers

(a) Actifs financiers disponibles à la vente

Lors de sa comptabilisation initiale, un actif disponible à la vente est évalué

à sa juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Un gain ou une perte doit être comptabilisé directement en capitaux propres sous la rubrique 'réserves de réévaluation', jusqu'à sa décomptabilisation ou jusqu'il existe une indication objective de la dépréciation de l'actif. Les placements en actions classifiés comme disponibles à la vente et pour lesquels aucune cotation sur un marché actif n'est disponible et dont la valeur réelle ne peut pas être déterminée de façon fiable par d'autres méthodes d'évaluation sont évalués à leur prix d'achat.

(b) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat  
Lors de sa comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur. Un profit ou une perte résultant d'une variation de la juste valeur doit être comptabilisé par le biais du compte de résultat.

(c) Prêts et créances

Ces actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Un profit ou une perte doit être comptabilisé par le biais du compte de résultat s'il existe une indication objective de dépréciation.

### Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût (coût d'acquisition ou de transformation) selon la méthode FIFO (first-in, first-out) ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de transformation reprend tous les coûts directs et indirects nécessaires pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation est définie comme le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Les stocks obsolètes et à rotation lente sont systématiquement dépréciés.

### Droits de diffusion de VMMA

Les droits de diffusion sont également évalués à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Ils sont consommés sur base du nombre d'émissions prévues (maximum 2) en combinaison avec les produits attendus de façon à obtenir le rattachement ('matching') des coûts d'émission et des produits. Les pourcentages indicatifs suivants sont pris en compte:

Type	Run 1	Run 2
Humour	70%	30%
Séries documentaires	80%	20%
Fictions	80%	20%
Enfants	50%	50%
Films	70%	30%
Séries achetées	80%	20%
Autres	100%	0%

### Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances à court terme sont comptabilisées à leur coût diminué des corrections de valeurs appropriées pour les montants non recouvrables attendus.

Une évaluation des créances douteuses est faite à la fin de l'exercice sur base d'une évaluation de tous les montants ouverts. Les créances douteuses sont dépréciées au cours de l'année où elles sont identifiées comme telles.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les espèces et les dépôts à vue, les placements à court terme (moins de 3 mois) et des placements très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement.

### Capitaux propres

#### Actions propres

Les actions propres sont présentées en déduction des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le résultat lors de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres.

#### Provisions

Une provision est comptabilisée si le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Lorsque le Groupe s'attend à être remboursé de tout ou une partie des dépenses nécessaires au règlement d'une provision, l'actif qui en résulte est comptabilisé au moment où il a la quasi-certitude de recevoir le remboursement.

#### Restructuration

Une provision pour restructuration est constituée si le Groupe approuve un plan détaillé et formalisé de restructuration et si, soit il a commencé à exécuter le plan, soit il a annoncé les principales caractéristiques du plan aux personnes concernées.

### Avantages du personnel

#### Obligations en terme de pensions

Il existe dans le Groupe un ensemble de 'régimes à cotisations définies'. Ces plans sont en général financés par les contributions des employeurs et des employés. Les obligations de contribution au plan de pension d'un montant fixe à charge du Groupe sont reprises dans le compte de résultats de l'année à laquelle elles se rapportent.

En ce qui concerne les 'régimes à prestations définies', les obligations nécessaires pour couvrir le risque actuariel et le risque d'investissement sont comptabilisées dans le résultat.

Le Groupe prévoit également une provision pour pension de retraite anticipée. Le montant de cette provision correspond à la valeur actuelle des avantages futurs promis aux employés concernés.

#### Rémunération en actions et avantages y relatifs

Plusieurs plans d'options sur actions et des plans de souscription permettent aux employés et au senior management d'acquérir des actions de l'entreprise. Le prix d'exercice d'une option est égal à la juste valeur de l'action sous-jacente à la date d'attribution de l'option. Les attributions ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais sont détaillées dans les annexes. Au moment où les options sont exercées, les capitaux propres sont augmentés du montant perçu.

#### Autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel comprennent essentiellement des allocations futures des souscriptions préférentielles à des abonnements, ainsi que le prime Julien Victor qui est accordé aux membres du personnel lors de leur retraite. Le montant de cette provision correspond à la valeur actuelle des avantages futurs.

### Dettes financières

Les dettes financières, à l'exception des produits dérivés, sont reprises initialement à la valeur réelle des sommes reçues, après déduction de frais de transaction. Au cours des exercices ultérieurs, elles sont évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Si des dettes financières sont couvertes par des produits dérivés qui servent comme couverture de la valeur réelle, elles sont évaluées à leur valeur réelle.

### Dettes commerciales

Les dettes commerciales à court terme sont comptabilisées à leur coût.

### Impôts

La charge (le produit) d'impôt sur le résultat de l'exercice est le montant total compris dans le compte de résultats au titre d'impôt courant et d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en produit ou en charge et inclus dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres.

*L'impôt courant* de l'exercice et des exercices précédents est comptabilisé en tant que passif dans la mesure où il n'est pas payé. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent est comptabilisé en tant qu'actif. Les calculs de l'impôt courant de l'exercice et des exercices précédents sont effectués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

*Les impôts différés* sont comptabilisés en appliquant l'approche bilan de la méthode du report variable ('liability method') à toutes les différences temporelles entre la base fiscale et la valeur comptable utilisée pour les besoins de l'information financière et ceci aussi bien pour les actifs que pour les passifs. Les calculs sont effectués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

En application de cette méthode, le Groupe comptabilise, dans le cas d'un regroupement d'entreprises, des impôts différés sur la différence entre la juste valeur des actifs acquis, des passifs et passifs assumés et leur base fiscale.

Un actif d'impôt différé ne sera comptabilisé que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. Lorsqu'il n'est plus probable que l'avantage fiscal pourra être réalisé, l'actif d'impôt différé est décomptabilisé.

### Subventions publiques

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées à la juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues. La subvention publique est présentée en produits différés.

Les subventions des pouvoirs publics en compensation de frais faits par le Groupe sont systématiquement reconnues comme recettes sous les autres produits d'exploitation dans la même période que celle où ces frais sont faits.

**Vente**

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés lorsque toutes les conditions sont remplies:

- les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés
- le Groupe a cessé d'être impliqué dans la gestion et dans le contrôle effectif des biens cédés
- le montant des produits peut être évalué de façon fiable
- il est probable que des avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe
- les coûts encourus ou à encourir peuvent être évalués de façon fiable

Pour les Médias Imprimés, le produit de la vente des publicités est repris au moment de la parution du numéro. Pour les Médias Audiovisuels, le produit de la vente des publicités est repris au moment de l'émission. Le produit des ventes au numéro et des abonnements est repris en fonction de la date de parution du numéro.

**Frais financiers**

Les frais financiers sont repris comme charge dans la période où ils sont faits.

**Pertes de valeur**

En application de la norme IAS 36, pour l'établissement de la valeur comptable des actifs du Groupe, à chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, il faut procéder à l'estimation de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une entité génératrice est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont reprises dans le compte de résultats.

**Instruments financiers**

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de limiter les risques liés aux fluctuations de la juste valeur. Ces instruments financiers, classés comme couverture à la juste valeur sont évalués à leur juste valeur et classés dans la rubrique 'Produits dérivés financiers'.

Les instruments financiers ne satisfaisant pas aux conditions spéciales pour être comptabilisés comme transaction de couverture, sont évalués à leur juste valeur. Les bénéfices et les pertes résultant d'une modification de la juste valeur de l'instrument étant directement enregistrés dans le compte de résultats.

**Couverture et réserve de couverture**

Des instruments financiers ont été utilisés pour limiter l'impact des fluctuations du cours des devises sur les emprunts libellés en devises étrangères ainsi que l'impact des fluctuations de taux des emprunts.

**Couvertures du cash-flow**

Les changements de la valeur réelle d'un instrument de couverture qui répond aux critères de couverture réelle des flux de trésorerie sont comptabilisés dans les capitaux propres, et plus précisément dans la réserve de couverture.

**Produits dérivés qui ne sont pas considérés comme instrument de couverture.**

Certaines opérations de couverture ne sont pas prises en considération pour la comptabilité de couverture selon les critères spécifiques de la norme IAS 39 : 'Instruments financiers: comptabilisation et évaluation' et ce, même si elles offrent une couverture économique selon la politique du Groupe en matière de risque. Les changements de la valeur réelle de ces instruments sont pris directement en résultat.

**Appréciations cruciales et sources d'incertitude les plus importantes concernant les estimations**

L'élaboration des comptes annuels conformément aux normes IFRS requiert que le management émette des jugements et fasse des estimations et des suppositions susceptibles d'avoir une influence sur les montants repris dans les comptes annuels.

Les estimations et les suppositions qui y sont afférentes sont basées sur l'expérience du passé ainsi que sur différents autres facteurs qui, vu les circonstances, sont considérés comme raisonnables. Les résultats de ces estimations constituent la base du jugement à émettre sur la valeur comptable des actifs et des passifs lorsque celle-ci ne ressort pas clairement d'autres sources. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. Les estimations et les suppositions qui y sont afférentes font l'objet d'une évaluation périodique.

**Sources d'incertitude les plus importantes concernant les estimations:**

- les réductions de valeur particulières sur titres et goodwill font l'objet d'un contrôle annuel par le Groupe pour établir s'il est nécessaire de procéder à des ajustements, mais également de contrôles intérimaires lorsqu'il y a des indications que la valeur des titres ou du goodwill pourrait être compromise.
- les créances fiscales différées relatives à des pertes fiscales reportées et des déductions d'impôt ne sont reprises que dans la mesure où il est vraisemblable que le bénéfice imposable futur sera suffisant pour récupérer les pertes fiscales reportées et les déductions d'impôt.

**ANNEXE 2. INFORMATION SECTORIELLE**
**I. INFORMATION SECTORIELLE DE PREMIER NIVEAU: SECTEURS D'ACTIVITÉ**

Basée sur le système d'information interne, l'information sectorielle de Roularta Media Group est présentée sur base de deux secteurs d'activité: Médias Imprimés et Médias Audiovisuels. Le résultat sectoriel et les actifs et les passifs sectoriels comprennent tout ce qui peut être directement attribué ou ce qui peut être raisonnablement affecté. Les investissements sectoriels comprennent le montant total des coûts encourus au cours de l'exercice pour l'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles qu'on compte utiliser durant plusieurs exercices. Les prix des transferts entre secteurs sont déterminés fondés sur le principe 'at arm's length'.

Le secteur Médias Imprimés comprend la vente de la publicité, la production et les ventes de toutes les publications du Groupe, comme les publications gratuites, journaux, magazines, bulletins d'information et livres, ainsi que tous les services liés. Le secteur Médias Audiovisuels comprend la vente de spots publicitaires à la télévision et à la radio, la production et l'émission, ainsi que tous les services liés.

On réfère à la brochure de produits pour des commentaires sur les informations sectorielles.

2006	Médias Imprimés	Médias Audiovisuels	Eliminations entre secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires sectoriel	437.218	179.285	-7.272	609.231
<i>Ventes à des clients externes</i>	435.195	174.036		609.231
<i>Ventes provenant de transactions avec d'autres secteurs</i>	2.023	5.249	-7.272	0
Amortissements, réductions de valeurs et provisions	-12.053	-6.993		-19.046
Pertes de valeur sur titres et goodwill	-2.331			-2.331
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>38.643</b>	<b>12.446</b>		<b>51.089</b>
Charges financières nettes	-1.482	-511		-1.993
Impôts sur le résultat	-18.836	-4.809		-23.645

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

<b>Résultat net des entreprises consolidées</b>	<b>18.325</b>	<b>7.126</b>		<b>25.451</b>
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-12			-12
Intérêts minoritaires	-888	235		-653
<b>Résultat net du Groupe</b>	<b>17.425</b>	<b>7.361</b>		<b>24.786</b>
EBITDA	53.027	19.440		72.466
Résultat courant net (1)	22.491	8.516		31.007
Cash-flow courant (2)	34.544	15.510		50.053
<b>Actifs</b>	<b>921.209</b>	<b>179.854</b>	<b>-115.529</b>	<b>985.534</b>
- dont valeur comptable des participations mises en équivalence	78			78
- dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	42.722	7.513		50.235
<b>Passifs</b>	<b>642.330</b>	<b>76.746</b>	<b>-31.244</b>	<b>687.832</b>

2005	Médias Imprimés	Médias Audiovisuels	Eliminations entre secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires sectoriel	339.391	165.611	-7.321	497.681
<i>Ventes à des clients externes</i>	337.272	160.409		497.681
<i>Ventes provenant de transactions avec d'autres secteurs</i>	2.119	5.202	-7.321	0
Amortissements, réductions de valeurs et provisions	-11.100	-6.243		-17.343
Pertes de valeur sur titres et goodwill	-138			-138
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>30.425</b>	<b>8.128</b>		<b>38.553</b>
Charges financières nettes	-859	-483		-1.342
Impôts sur le résultat	-12.087	-2.795		-14.882
<b>Résultat net des entreprises consolidées</b>	<b>17.479</b>	<b>4.850</b>		<b>22.329</b>
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	8	-5		3
Intérêts minoritaires	-413	274		-139
<b>Résultat net du Groupe</b>	<b>17.074</b>	<b>5.119</b>		<b>22.193</b>
EBITDA	41.663	14.371		56.034
Résultat courant net (1)	17.212	5.119		22.331
Cash-flow courant (2)	28.312	11.362		39.674
<b>Actifs</b>	<b>451.850</b>	<b>162.800</b>	<b>-103.598</b>	<b>511.052</b>
- dont valeur comptable des participations mises en équivalence	30			30
- dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	19.259	8.073		27.332
<b>Passifs</b>	<b>234.433</b>	<b>68.620</b>	<b>-20.914</b>	<b>282.139</b>

(1) Résultat courant net = résultat net + pertes de valeur sur titres et sur goodwill + frais de restructuration nets d'impôts.

(2) Cash-flow courant = résultat courant net + amortissements sur immobilisations (in)corporelles, dépréciations et provisions.

## II. INFORMATION SECTORIELLE DE DEUXIÈME NIVEAU: SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Les informations sectorielles de deuxième niveau ont été ventilées sur la base de trois marchés géographiques sur lesquels RMG est actif: la Belgique, la France et les autres pays (à savoir l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Slovénie, le Portugal et la Norvège). Les informations qui suivent donnent le détail du chiffre d'affaires et des actifs ventilés sur la base de la localisation géographique de la filiale, contrairement à l'exercice précédent, où la ventilation du chiffre d'affaires avait été effectuée sur la base de la localisation géographique du client. Cette modification a

été faite pour faire mieux coïncider les informations sectorielles avec le suivi effectué par le management. Etant donné l'extension importante prise par notre Groupe en France à la suite de la reprise du Groupe Express-Expansion, la localisation géographique de la société est devenue le critère le plus important dans le reporting des informations sectorielles de deuxième niveau. Les chiffres de l'exercice précédent ont été adaptés à la nouvelle segmentation pour permettre une comparaison.

2006	Belgique	France	Autres pays	Eliminations entre secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires sectoriel					
Actifs	480.987	118.892	22.424	-13.072	609.231
dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	748.656	537.355	17.293	-317.770	985.534
	44.357	5.757	121		50.235
<b>2005</b>					
Chiffre d'affaires sectoriel					
Actifs	450.554	36.663	20.934	-10.470	497.681
dont total des coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations (in)corporelles	475.729	110.133	15.621	-90.431	511.052
	26.855	430	47		27.332

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

**ANNEXE 3. CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires du Groupe comprend:

	2006	2005
Publicité	365.341	313.216
Abonnements et ventes	118.536	79.673
Autres services et biens	125.354	104.792
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>609.231</b>	<b>497.681</b>

Le produit d'opérations d'échange s'élève à € 32.156 (2005: € 28.649) et le produit de redevances s'élève à € 3.160 (2005: € 1.949).

Le chiffre d'affaires a augmenté de € 111.550, ce qui correspond à une hausse de 22,4%. La division Médias Imprimés a enregistré une hausse de 28,8% de son chiffre d'affaires, tandis que celle de la division Médias Audiovisuels a été de 8,3%. L'augmentation du chiffre d'affaires total provient à concurrence de € 84.850 (soit 76%) des nouvelles acquisitions (principalement le Groupe Express-Expansion et Point de Vue) et à concurrence de € 26.700 de la croissance enregistrée par les produits existants, ce qui représente une croissance organique de 5,4%.

Les 'autres biens et services' se composent principalement de revenus de l'organisation de bourses et de séminaires, de la vente de livres et de produits accessoires liés aux magazines, de revenus de communication interactive et de prestations pour des tiers.

En 2005, les rémunérations perçues pour le signal de VMMA ont fait l'objet d'une reclassification; elles sont ainsi passées du poste 'autres produits d'exploitation' au poste 'chiffre d'affaires'. Cette reclassification a un impact de € 4.443 sur le poste 'autres services et biens'. Elle a été effectuée parce que les rémunérations perçues pour la télévision numérique sont désormais considérées comme relevant d'une activité de base de la société.

**ANNEXE 4. SERVICES ET BIENS DIVERS**

Les services et biens divers du Groupe comprennent:

	2006	2005
Charges de transport et de distribution	-31.288	-22.210
Charges de marketing et de promotion	-49.267	-37.779
Honoraires	-49.452	-39.088
Sous-traitants et livraisons diverses	-36.411	-28.722
Rémunération administrateurs	-2.213	-2.074
Autres services et biens divers	-41.042	-32.202
<b>Total services et biens divers</b>	<b>-209.673</b>	<b>-162.075</b>

**ANNEXE 5. FRAIS DE PERSONNEL**

	2006	2005
Salaires et appointements	-105.172	-83.999
Cotisations de sécurité sociale	-35.788	-31.153
Charges au titre d'avantages postérieurs à l'emploi	-2.662	-1.806
Autres frais de personnel	-4.875	-3.280
<b>Total frais de personnel</b>	<b>-148.497</b>	<b>-120.238</b>

En 2006, les charges au titre d'avantages postérieurs à l'emploi comprennent des charges relatives aux régimes à cotisations définies de € 2.618 (2005: € 1.768).

<b>Emploi en équivalents temps plein</b>	2006	2005
Nombre moyen de travailleurs	2.524	2.179
Nombre de travailleurs à la fin de l'exercice	3.101	2.205

**ANNEXE 6. DÉPRÉCIATION SUR STOCKS ET SUR CRÉANCES COMMERCIALES**

	2006	2005
Dépréciation sur créances commerciales	-1.939	-2.867
Reprise de dépréciation sur créances commerciales	1.923	1.404
Dépréciation sur stocks	-228	-1.881
Reprise de dépréciation sur stocks	1.555	1.899
<b>Total dépréciation sur stocks et sur créances commerciales</b>	<b>1.311</b>	<b>-1.445</b>

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

La baisse des réductions de valeur sur les créances commerciales résulte de la réduction de valeur qui a été actée l'année dernière par la SA Vogue Trading Video pour le client Union Film Group (€ 1.055).

La baisse des réductions de valeur sur les stocks concerne principalement le stock de droits d'émission de la SA VMMA. En 2006, des réductions de valeur à concurrence de € 1.130 ont été reprises sur les droits d'émission. Grâce à un planning efficace des programmes, aucune réduction de valeur supplémentaire n'a été actée sur les droits d'émission en 2006.

**ANNEXE 7. AUTRES PRODUITS / CHARGES D'EXPLOITATION**

	2006	2005
Gains relatifs aux accords de coopération	1.185	1.022
Reclassement dette jeux de hasard (comptabilisé comme provision)	1.240	
Subsides d'exploitation	1.179	958
Vente Plopsaland et Total Music		2.350
Plus-values sur réalisation d'immobilisations (in)corporelles	240	223
Subsides en capital	204	148
Ecarts de conversion et escomptes de paiement	708	398
Règlements divers	1.772	1.155
Autres produits d'exploitation	4.532	2.813
<b>Total autres produits d'exploitation</b>	<b>11.060</b>	<b>9.067</b>
Impôts autres que les impôts sur le résultat	-3.376	-3.075
Moins-values sur réalisation d'immobilisations (in)corporelles	-12	-362
Dépréciation sur créances commerciales	-692	-649
(Reprise de) dépréciation / (dépréciation) sur autres créances	-47	98
Part dans l'association en participation	-2.888	-1.502
Ecarts de conversion, différences de paiement, frais bancaires	-1.033	-769
Autres charges d'exploitation	-1.845	-933
<b>Total autres produits / charges d'exploitation</b>	<b>-9.893</b>	<b>-7.192</b>

Les autres produits /charges d'exploitation ont augmenté par rapport à l'année dernière, principalement à la suite des nouvelles participations, qui entraînent une hausse de € 1.648 des autres produits d'exploitation et de € 1.538 des autres charges d'exploitation.

**ANNEXE 8. FRAIS DE RESTRUCTURATION**

	2006	2005
Indemnités de licenciement	-5.555	
Etudes conseillers	-297	
<b>Total frais de restructuration</b>	<b>-5.852</b>	<b>0</b>

Les frais de restructuration concernent les indemnités de licenciement du Groupe Express-Expansion (€ 4.102) ainsi que les frais des restructurations de VMMA (€ 1.750).

**ANNEXE 9. CHARGES FINANCIÈRES NETTES**

	2006	2005
Charges d'intérêt	3.805	1.075
Produits d'intérêt	-5.798	-2.417
<b>Total charges financières nettes</b>	<b>-1.993</b>	<b>-1.342</b>

Les produits financiers ont augmenté par rapport à l'exercice précédent grâce à la comptabilisation d'un produit financier non récurrent résultant d'un contrat de swap conclu préalablement au placement privé d'avril 2006 réalisé aux Etats-Unis ainsi que la valeur marchande des autres produits dérivés souscrit en fonction des risques de taux (€ 1.346) d'une part, et aux intérêts perçus sur les placements d'autre part.

Les charges financières ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, principalement à cause des emprunts supplémentaires contractés pour financer les nouvelles participations.

**ANNEXE 10. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**
**I. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT - COURANTS ET DIFFÉRÉS**

	2006	2005
<b>A. Impôts courants</b>		
Impôts sur le résultat de l'exercice	-13.922	-13.508
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs	-174	-422
<b>Total impôts courants</b>	<b>-14.096</b>	<b>-13.930</b>
<b>B. Impôts différés</b>		
Afférents à la naissance et à l'extourne des différences temporelles	-5.648	-162
Afférents aux pertes fiscales reportées et crédits d'impôt de l'exercice	2.705	2.569
Afférents aux pertes fiscales: reprise et utilisation	-2.578	-1.416
Afférents à l'irrécouvrabilité d'actifs d'impôt différé (*)	-4.028	-1.943
<b>Total impôts différés</b>	<b>-9.549</b>	<b>-952</b>
<b>Total impôts courants et différés</b>	<b>-23.645</b>	<b>-14.882</b>

(\*) La hausse par rapport à l'année dernière est due à la reprise de € 1.691 de latences fiscales actives de la SAS Studio Press.

**II. RAPPROCHEMENT ENTRE LE TAUX D'IMPÔT RÉGLEMENTAIRE ET LE TAUX D'IMPÔT EFFECTIF**

	2006	2005
Résultat avant impôts	49.096	37.211
Taux d'impôt réglementaire	33,99%	33,99%
<b>Impôts sur base du taux d'impôt réglementaire</b>	<b>-16.688</b>	<b>-12.648</b>
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs (+/-)	-174	-422
Effet fiscal des charges non déductibles (-)	-2.364	-1.468
Effet fiscal des produits non imposables (+)	1.162	1.850
Effet fiscal de non comptabiliser des actifs d'impôt différé sur pertes fiscales de l'exercice (-)	-2.352	-1.917
Effet fiscal de l'usage et de la reprise d'actifs d'impôt différé comptabilisés précédemment	-3.184	-407
Effet fiscal de la comptabilisation des impôts différés sur pertes fiscales non comptabilisés précédemment (+)	31	5
Autre augmentation / diminution (+/-)	-76	125
<b>Impôts sur base du taux d'impôt effectif</b>	<b>-23.645</b>	<b>-14.882</b>
Résultat avant impôts	49.096	37.211
Taux d'impôt effectif	48,16%	39,99%
<b>Impôts sur base du taux d'impôt effectif</b>	<b>-23.645</b>	<b>-14.882</b>

**III. IMPACT DE LA MODIFICATION DE TAUX D'IMPÔT**

En 2005, les taux d'imposition ont subi des modifications tant en France qu'aux Pays-Bas. Ces modifications ont eu un impact négatif sur les impôts de l'ordre de € 21. Il n'y a eu aucune modification des taux d'imposition au cours du présent exercice.

**ANNEXE 11. RÉSULTAT PAR ACTION**

Actions ordinaires	2006	2005
<b>I. MOUVEMENTS DANS LE NOMBRE D' ACTIONS</b>		
Nombre d'actions, solde d'ouverture	9.956.961	9.928.611
Nombre d'actions émises au cours de l'exercice	1.048.524	28.350
Nombre d'actions, solde de clôture	<b>11.005.485</b>	<b>9.956.961</b>
- actions émises, entièrement libérées	11.005.485	9.956.961
<b>II. AUTRES INFORMATIONS</b>		
Nombre d'actions détenues par l'entreprise ou par des parties liées	224.156	252.862
Nombre d'actions réservées pour émission dans le cadre de plans d'options sur actions	80.614	111.445
<b>III. CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION</b>		
<b>I. Nombre d'actions</b>		
1.1. Nombre moyen pondéré d'actions, de base	10.667.825	9.687.603
1.2. Ajustements afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué	129.836	193.783
Plans de souscription	77.981	121.951
Plans d'options sur actions	51.855	71.832
1.3. Nombre moyen pondéré d'actions, dilué	10.797.661	9.881.386

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

**2. Calcul**

Le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est basé sur les paramètres suivants:

Résultat de l'exercice disponible pour les actionnaires ordinaires	=	24.786	=	2,32
Nombre moyen pondéré d'actions, de base		10.667.825		
Résultat de l'exercice disponible pour les actionnaires ordinaires	=	24.786	=	2,30
Nombre moyen pondéré d'actions, dilué		10.797.661		

**ANNEXE 12. DIVIDENDES**

	2006	2005
Montant des dividendes attribués après la date de clôture mais avant l'approbation des états financiers (1)	8.093	8.050
Dividende brut par action en euro	0,75	0,75
(1)		
Nombre des actions donnant droit à un dividende au 31/12	11.005.485	9.956.961
Nombre des actions propres au 31/12	-224.156	-252.862
Actions nouvelles suite à l'augmentation du capital	9.340	1.028.699
	<b>10.790.669</b>	<b>10.732.798</b>

**ANNEXE 13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

2006	Développement	Titres	Logiciel	Concessions, droits de reproduction et droits similaires	Total
<b>AU COÛT</b>					
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>0</b>	<b>94.834</b>	<b>14.732</b>	<b>12.207</b>	<b>121.773</b>
Variations de l'exercice					
- Acquisitions	131	4.605	3.585	306	8.627
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		313.683	5.496	5.157	324.336
- Ventes et cessions (-)			-610		-610
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-13		-13
- Transferts d'une rubrique à une autre		232	127	-231	128
- Augmentation / diminution des écarts de conversion		-29			-29
- Autres variations		-14			-14
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>131</b>	<b>413.311</b>	<b>23.317</b>	<b>17.439</b>	<b>454.198</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR</b>					
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>0</b>	<b>1.214</b>	<b>9.910</b>	<b>3.829</b>	<b>14.953</b>
Variations de l'exercice					
- Amortissements	4		2.162	2.719	4.885
- Nouvelles consolidations		6	3.943	277	4.226
- Pertes de valeur comptabilisées / reprises dans le compte de résultats		2.332			2.332
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)			-607		-607
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-6		-6
- Transferts d'une rubrique à une autre		2	-2	-2	-2
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>4</b>	<b>3.554</b>	<b>15.400</b>	<b>6.823</b>	<b>25.781</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>127</b>	<b>409.757</b>	<b>7.917</b>	<b>10.616</b>	<b>428.417</b>

Développement, logiciel et concessions, droits de reproduction et droits similaires sont amortis sur leur durée d'utilité attendue c.-à-d. la période pendant laquelle le Groupe s'attend à utiliser l'actif (voir règles d'évaluation). Les titres ont une durée d'utilité indéterminée, parce qu'ils ne sont pas soumis à une dévaluation économique et ne sont par conséquent pas amortis. Chaque année, les titres sont soumis à un test de dépréciation. Selon IAS 36 'Dépréciation d'actifs', la valeur comptable des titres est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur de marché, dérivant d'une méthode empirique, basée sur le chiffre d'affaires et des critères de rendement.

La valeur comptable nette des titres au 31 décembre 2006 comprend principalement les titres du groupe Groupe Express-Expansion (L'Express, L'Expansion, Lire, L'Entreprise, Mieux Vivre Votre Argent, L'Etudiant, Atmosphères,...), y inclus Groupe Côté Maison (Côté Sud, Côté Est, Côté Ouest, Maison Française, Maison Magazine) pour un montant total de € 327.230, de Point de Vue pour un montant total de € 32.400, des titres du Groupe Biblo (bulletins d'information, magazines médicaux, Top, Tendances,...) pour un montant total de € 15.275, d'A Nous Paris pour un montant total de € 7.226, de Studio Magazine (Studio Magazine et Ciné Live) pour un montant total de € 6.000, du Groupe Studio Press (Pianiste, Guitar Part, Hifi/Vidéo, Prestige,...) pour un montant total de € 4.153, de Press News (Royals, Dynasty,...) pour un montant total de € 2.665, du titre Het Wekelijks Nieuws (€ 2.450), du titre 't Fonteintje-De Wegwijzer (€ 2.244), de Zeeuws Vlaams Mediabedrijf pour un montant total de € 2.083, de Grieg Media (Vi over 60) (€ 1.967), de Tam-Tam (€ 1.887) et de DMB-BALM (Actua Vidéo, Vidéo Futur,...) (€ 1.515).

Les titres suivants sont contrôlés par le Groupe, mais ne sont pas activés parce qu'ils sont générés en interne et par conséquent ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'IAS 38: Knack, Weekend Knack, Le Vif/L'Express, Weekend Le Vif/L'Express, Sport/Voetbal Magazine, Sport/Foot Magazine, Trends, Cash, Bizz, Nest, Télépro, Grande, Plus Magazine, De Streekkrant, De Zondag, Steps City Magazine, Jornal da Região, Style, Krant van West-Vlaanderen, De Weekbode, De Zee-wacht, Kortrijks Handelsblad, Go, Bâtir (F/N),... Autres marques de commerce comprennent Media Club, easy.be, Focus Televisie, WTV, Canal Z/Kanaal Z, JIMtv, VTM, KANAALTWEE, Q-Music,...

La valeur comptable nette des logiciels générés en interne s'élève à € 2.952. On réfère à l'annexe 30 'Acquisitions de filiales' pour plus d'information sur les titres acquis.

2005	Développe- ment	Titres	Logiciel	Concessions, droits de reproduction et droits similaires	Total
<b>AU COÛT</b>					
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>0</b>	<b>52.376</b>	<b>13.496</b>	<b>4.452</b>	<b>70.324</b>
Variations de l'exercice					
- Acquisitions		1.017	2.145	1.676	4.838
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		41.166	336	5.391	46.893
- Ventes et cessions (-)		-15	-1.134	-124	-1.273
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)		-95	-38		-133
- Transferts d'une rubrique à une autre		24	-139	799	684
- Augmentation / diminution des écarts de conversion		29			29
- Autres variations		332	66	13	411
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>94.834</b>	<b>14.732</b>	<b>12.207</b>	<b>121.773</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR</b>					
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>0</b>	<b>1.182</b>	<b>8.548</b>	<b>3.272</b>	<b>13.002</b>
Variations de l'exercice					
- Amortissements			2.148	680	2.828
- Nouvelles consolidations			280		280
- Pertes de valeur comptabilisées / reprises dans le compte de résultats		138			138
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)		-15	-1.117	-124	-1.256
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)		-95	-4		-99
- Transferts d'une rubrique à une autre		4	-5	1	0
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			60		60
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>1.214</b>	<b>9.910</b>	<b>3.829</b>	<b>14.953</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>93.620</b>	<b>4.822</b>	<b>8.378</b>	<b>106.820</b>

#### ANNEXE 14. GOODWILL

	2006	2005
<b>AU COÛT</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>25.298</b>	<b>24.380</b>
Variations de l'exercice		
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	31.124	
- Transferts d'une rubrique à une autre		-684
- Autres variations		1.602
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>56.422</b>	<b>25.298</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>56.422</b>	<b>25.298</b>

L'augmentation du goodwill est due au Groupe Express-Expansion et à Studio-A. Pour le reste, le goodwill porte sur les combinaisons d'entreprises avec VMMA, Paratel, VTV et Biblo.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

## ANNEXE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2006	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
<b>AU COÛT</b>							
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>89.201</b>	<b>75.205</b>	<b>17.450</b>	<b>20.654</b>	<b>2.664</b>	<b>22</b>	<b>205.196</b>
Variations de l'exercice							
- Acquisitions	1.492	6.219	1.645	26.287	332	5.632	41.607
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	2.099	1.641	7.133		5.021	130	16.024
- Ventes et cessions (-)	-81	-8.086	-1.669		-177		-10.013
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-32				-32
- Transferts d'une rubrique à une autre		307	307		-613	-130	-129
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			-9				-9
- Autres variations		-45	4			-22	-63
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>92.711</b>	<b>75.241</b>	<b>24.829</b>	<b>46.941</b>	<b>7.227</b>	<b>5.632</b>	<b>252.581</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR</b>							
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>12.450</b>	<b>48.239</b>	<b>13.881</b>	<b>3.734</b>	<b>2.057</b>	<b>0</b>	<b>80.361</b>
Variations de l'exercice							
- Amortissements	3.428	7.189	1.246	2.364	323		14.550
- Nouvelles consolidations		1.549	5.287		1.633		8.469
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)		-7.305	-1.606		-174		-9.085
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-16				-16
- Transferts d'une rubrique à une autre		190	436		-626		0
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			-7				-7
- Autres variations		-114	3				-111
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>15.878</b>	<b>49.748</b>	<b>19.224</b>	<b>6.098</b>	<b>3.213</b>	<b>0</b>	<b>94.161</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>76.833</b>	<b>25.493</b>	<b>5.605</b>	<b>40.843</b>	<b>4.014</b>	<b>5.632</b>	<b>158.420</b>

Autres informations	Terrains et constructions
Montant des immobilisations corporelles données en nantissement de dettes (y compris les hypothèques)	27.140

La catégorie 'location-financement et droits similaires' comprend des machines ayant une valeur comptable de € 38.148 (Roularta Printing), des machines ayant une valeur comptable de € 2.560 (Vogue Trading Video), des machines ayant une valeur comptable de € 81 (Regionale Media Maatschappij) et du matériel de bureau de € 54 (Studio-A). La catégorie 'immobilisations en cours' comprend des constructions en cours ayant une valeur comptable de € 4.288 (Roularta Printing) et de € 324 (RMG), des machines en cours ayant une valeur comptable de € 986 (VMMa) et de € 10 (Studio-A) et des paiements anticipés de Studio Magazine ayant une valeur comptable de € 23.

2005	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
<b>AU COÛT</b>							
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>78.146</b>	<b>84.343</b>	<b>17.802</b>	<b>12.562</b>	<b>1.981</b>	<b>6.060</b>	<b>200.894</b>
Variations de l'exercice							
- Acquisitions	10.827	9.248	1.461	1.193	107	22	22.858
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		5	182		1.237		1.424
- Ventes et cessions (-)	-88	-8.853	-2.454		-545	-3	-11.943
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-56		-24		-80
- Transferts d'une rubrique à une autre	316	-12.232	324	6.899	-141	-6.057	-10.891
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			7				7
- Autres variations		2.694	184		49		2.927
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>89.201</b>	<b>75.205</b>	<b>17.450</b>	<b>20.654</b>	<b>2.664</b>	<b>22</b>	<b>205.196</b>

<b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR</b>							
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>9.415</b>	<b>56.970</b>	<b>14.534</b>	<b>2.076</b>	<b>1.590</b>	<b>0</b>	<b>84.585</b>
Variations de l'exercice							
- Amortissements	3.096	7.828	1.093	1.658	137		13.812
- Nouvelles consolidations		3	154		946		1.103
- Annulations à la suite de ventes et cessions (-)	-61	-8.073	-2.302		-535		-10.971
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)			-33		-18		-51
- Transferts d'une rubrique à une autre		-11.036	256		-111		-10.891
- Augmentation / diminution des écarts de conversion			6				6
- Autres variations		2.547	173		48		2.768
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>12.450</b>	<b>48.239</b>	<b>13.881</b>	<b>3.734</b>	<b>2.057</b>	<b>0</b>	<b>80.361</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>76.751</b>	<b>26.966</b>	<b>3.569</b>	<b>16.920</b>	<b>607</b>	<b>22</b>	<b>124.835</b>

<b>Autres informations</b>	<b>Terrains et constructions</b>
Montant des immobilisations corporelles données en nantissement de dettes (y compris les hypothèques)	19.841

**ANNEXE 16. PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE**

<b>I. PARTICIPATIONS</b>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
<b>AU COÛT</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>30</b>	<b>2.097</b>
Variations de l'exercice		
- Acquisitions	56	22
- Cessions par voie de scission d'entreprises (-)		-2.092
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>86</b>	<b>27</b>
<b>VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE</b>		
Quote-part dans le résultat de l'exercice	-12	3
Autre	4	
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>-8</b>	<b>3</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>78</b>	<b>30</b>

<b>II. CRÉANCES</b>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>0</b>	<b>191</b>
Variations de l'exercice		
- Additions		
- Autres		-191
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Une liste des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, comportant le nom, le pays d'origine et le pourcentage détenu est reprise dans l'annexe 36 des états financiers consolidés.

La part du Groupe dans les actifs et les passifs et dans le résultat des entreprises associées est résumée ci-dessous:

<b>Résumé de l'information financière</b>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
Total actifs	1.483	586
Total passifs	1.405	556
Chiffre d'affaires	1.028	620
Résultat net	-12	3

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

**ANNEXE 17. ACTIFS FINANCIERS - COURANTS ET NON COURANTS**

I. PARTICIPATIONS	2006	2005
<b>AU COÛT</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>2.504</b>	<b>4.486</b>
Variations de l'exercice		
- Acquisitions	57	
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	3	3
- Cessions et mises hors service (-)	-5	-1.985
- Transferts d'une rubrique à une autre	-3	
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>2.556</b>	<b>2.504</b>
<b>VARIATION DE LA JUSTE VALEUR</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>-514</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice		
- Diminution provenant des variations de la juste valeur	-91	-514
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>-605</b>	<b>-514</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>1.951</b>	<b>1.990</b>

Toutes les participations sont considérées comme disponibles à la vente et sont appréciées à leur juste valeur. Le traitement de variations de valeur est repris dans les capitaux propres en tant que réserve de réévaluation. La juste valeur de la SA Cyber Press Publishing est basée sur le prix du marché noté à la date du bilan (€ 6,30), la perte (€ 605) étant reprise comme réserve de réévaluation dans les capitaux propres. Etant donné qu'il n'est pas possible de procéder à une évaluation fiable de la juste valeur des autres participations, les actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de marché actif sont appréciés au prix de revient. Il s'agit principalement de la participation de la SA Roularta Media Group dans la SA Omroepgebouw Flagey (€ 522), dans CPP-INCOFIN (€ 124) et dans Eurocasino (€ 47) et la participation de SA Job Rencontres dans SAS Alphadistri (€ 57).

II. AUTRES ACTIFS FINANCIERS	2006	2005
<b>AU COÛT</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>10.309</b>	<b>7.254</b>
Variations de l'exercice		
- Additions	1.891	2.053
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	383	1.963
- Cessions par voie de regroupements d'entreprises (-)	-2.175	
- Remboursements	-2.416	-961
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>7.992</b>	<b>10.309</b>
<b>VARIATION DE LA JUSTE VALEUR</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>97</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice		
- Augmentation provenant des variations de la juste valeur	82	62
- Remboursements	-35	
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		35
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>144</b>	<b>97</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	<b>8.136</b>	<b>10.406</b>

Les autres actifs financiers se composent d'une part de la partie non éliminée des créances sur entreprises qui sont consolidées proportionnellement (€ 3.739) et de cautions (€ 1.255). Un intérêt conforme au marché est imputé sur ces emprunts en cours. D'autre part, les autres immobilisations financières consistent en des placements de trésorerie (€ 2.998), qui sont considérés comme des actifs financiers appréciés à leur juste valeur, avec incorporation de la variation de valeur dans le compte de résultats. En 2006, un montant de € 82 a été repris dans le compte de résultats à la suite de la détermination de la juste valeur de ces placements de trésorerie. La diminution résulte de l'élimination d'une créance sur le Groupe Express-Expansion, étant donné que cette entreprise fait maintenant partie du Groupe.

**ANNEXE 18. AUTRES ANNEXES RELATIVES AUX ACTIFS**

I. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - NON COURANTS	2006	2005
Autres créances	2.173	850
<b>Total clients et autres créances - non courants</b>	<b>2.173</b>	<b>850</b>

Les autres créances comportent d'une part des créances vis-à-vis de tiers avec lesquels l'entreprise entretient des relations commerciales. Sur ces créances, un intérêt conforme au marché est calculé. Leur hausse par rapport à l'année dernière est due au prêt consenti par la SA Roularta Media Group à la SPRL Marmont Film Production pour la production de 'Kruisocht in Spijkerbroek'. D'autre part, les autres créances concernent la cotisation légale obligatoire des employeurs pour le logement des travailleurs en France. La hausse de cette cotisation obligatoire par rapport à l'année dernière est entièrement due au Groupe Express-Expansion.

II. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - COURANTS	2006	2005
Clients, bruts	210.888	140.031
Corrections de valeur sur créances douteuses courantes (-)	-5.712	-4.733
Autres créances	16.705	10.942
<b>Total clients et autres créances - courants</b>	<b>221.881</b>	<b>146.240</b>

III. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2006	2005
Soldes bancaires	32.599	25.590
Dépôts à court terme	5.812	5.328
Fonds en caisse	49	27
Autres éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie	4	5
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>38.464</b>	<b>30.950</b>

**ANNEXE 19. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ**
**I. APERÇU DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ**

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés sont afférents aux:

	2006		2005	
	Actifs d'impôt différé net	Passifs d'impôt différé net	Actifs d'impôt différé net	Passifs d'impôt différé net
Immobilisations incorporelles	481	112.716	747	11.884
Immobilisations corporelles	128	22.169	72	23.157
Actifs financiers	204	1.291	198	306
Stocks		2.229		1.754
Clients et autres créances	1	12		163
Actifs financiers courants		26	12	23
Charges à reporter et produits acquis		380	2	236
Actions propres		6		5
Réserves du capital	278			
Réserves		708		711
Provisions	29	13	451	21
Avantages du personnel	900	164	771	
Dettes financières non courantes	827			
Dettes financières courantes	185			
Dettes sociales				1
Impôts	17			
Autres dettes	167	4.288		
Charges à imputer et produits à reporter	742	4	1	
<b>Total impôts différés liés a des différences temporelles</b>	<b>3.959</b>	<b>144.006</b>	<b>2.254</b>	<b>38.261</b>
Pertes fiscales	12.120		7.049	
Crédits d'impôts	21		396	
Compensation fiscale	-9.350	-9.350	-2.215	-2.215
<b>Actifs / passifs d'impôts nets</b>	<b>6.750</b>	<b>134.656</b>	<b>7.484</b>	<b>36.046</b>

Les actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés relatifs aux pertes fiscales à concurrence de € 10.982 (2005: € 7.014) d'une part et relatifs aux différences temporelles à concurrence de € 139 (2005: € 196) d'autre part, en raison du fait qu'il est improbable que des bénéfices futurs imposables soient disponibles sur lesquels ils pourront être imputés.

Les actifs d'impôt différé relatifs aux pertes fiscales ont été comptabilisés à concurrence de € 4.609 (2005: € 4.601) pour les filiales qui ont subi une perte pendant l'exercice ou l'exercice précédent. Les budgets indiquent qu'il est probable que les filiales dégageront au cours des exercices futurs un bénéfice imposable suffisant pour pouvoir profiter de cette réduction de paiement d'impôts.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

## II. IMPÔTS DIFFÉRÉS LIÉS AUX REPORTS DE PERTES FISCALES ET AUX CRÉDITS D'IMPÔT

Date d'expiration	2006		2005	
	Reports de pertes fiscales	Crédits d'impôt	Reports de pertes fiscales	Crédits d'impôt
Après 5 ans	236		43	
Sans date d'expiration	11.884	21	7.006	396
<b>Total impôts différés</b>	<b>12.120</b>	<b>21</b>	<b>7.049</b>	<b>396</b>

## ANNEXE 20. STOCKS

	2006	2005
<b>Montant brut</b>		
Droits de diffusion	44.996	47.622
Matières premières	6.252	3.807
Travaux en cours	925	1.099
Produits finis	812	341
Biens achetés en vue de leur revente	5.009	2.970
Contrats en cours	1.672	155
<b>Total montant brut (A)</b>	<b>59.666</b>	<b>55.994</b>
<b>Dépréciations et autres corrections de valeur (-)</b>		
Droits de diffusion	-4.810	-5.940
Matières premières	-193	-20
Produits finis	-33	
Biens achetés en vue de leur revente	-2.199	-1.415
<b>Total dépréciations et autres corrections de valeur (B)</b>	<b>-7.235</b>	<b>-7.375</b>
<b>Valeur comptable</b>		
Droits de diffusion	40.186	41.682
Matières premières	6.059	3.787
Travaux en cours	925	1.099
Produits finis	779	341
Biens achetés en vue de leur revente	2.810	1.555
Contrats en cours	1.672	155
<b>Total valeur comptable au coût (A+B)</b>	<b>52.431</b>	<b>48.619</b>

## ANNEXE 21. CAPITAUX PROPRES

## CAPITAL SOUSCRIT

Au 31 décembre 2006, le capital souscrit s'élève à € 170.251 (2005: € 119.267) et est représenté par 11.005.485 (2005: 9.956.961) actions ordinaires entièrement libérées. Les actions n'ont pas de valeur nominale.

## ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2006, le Groupe détient 224.156 actions propres (2005: 252.862).

## DROITS DE SOUSCRIPTION

Résumé des droits de souscription au profit de la direction et des cadres:

Date de l'offre	Nombre de droits de souscription offerts	Nombre de droits de souscription attribués	Nombre de droits de souscription à exercer	Prix d'exercice en euro	Première période d'exercice	Dernière période d'exercice
1998	300.000	300.000	39.600	11,15	15/5 - 15/6/2001	15/4 - 6/5/2008
2001	200.000	114.600	62.460	20,13	1/12 - 30/12/2005	10/9 - 10/10/2014
	<b>500.000</b>	<b>414.600</b>	<b>102.060</b>			

Le 21 juin 2006, 19.825 des droits de souscription offerts en 1998 sont exercés. Au 6 janvier 2006, 39.090 des droits de souscription offerts en 2001 sont exercés.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Résumé des droits de souscription en circulation pendant l'exercice:

	2006 Nombre de droits de souscription à exercer	2005 Nombre de droits de souscription à exercer
<b>En circulation au début de la période</b>	<b>163.475</b>	<b>196.975</b>
Auxquels il est renoncé pendant la période	-2.500	-5.150
Exercés pendant la période	-58.915	-28.350
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>102.060</b>	<b>163.475</b>

**OPTIONS SUR ACTIONS**

Le comité de nomination et de rémunération décide de l'octroi de plans d'option en fonction des prestations fournies par la direction et par les cadres, de leur contribution à la réalisation des objectifs du Groupe et de leur engagement dans le développement à long terme de la stratégie du Groupe.

Résumé des options sur actions au profit de la direction et des cadres:

Date de l'offre	Nombre d'options offertes	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options à exercer	Prix d'exercice en euro	Première période d'exercice	Dernière période d'exercice
2000	125.500	119.305	99.472	65,00	1/1 - 30/4/2004	1/1 - 22/5/2013
2001	82.125	73.575	26.664	18,20	1/1 - 26/6/2005	1/1 - 25/8/2014
2002	25.000	25.000	0	18,50	15/5 - 15/6/2006	15/5 - 15/6/2006
2002	10.000	10.000	10.000	20,00	1/1 - 31/12/2006	1/1 - 3/10/2012
2002	50.000	33.500	20.200	21,93	1/1 - 30/6/2006	1/7 - 31/12/2015
2003	10.000	10.000	10.000	27,00	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 10/10/2013
2003	10.000	10.000	10.000	26,00	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 31/12/2007
2003	12.500	12.500	2.500	26,00	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 2/7/2013
2003	2.500	2.500	1.250	28,62	1/1 - 31/12/2007	1/1 - 31/12/2008
	<b>327.625</b>	<b>296.380</b>	<b>180.086</b>			

Au 6 novembre 2006, 300.000 options sur actions étaient offertes à la direction et aux cadres, dont 272.050 options étaient exercées au 5 janvier 2007.

**TRANSACTIONS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS ET QUI SONT RÉGLÉES EN INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES**

Les options sur actions doivent être exercées au prix qui correspond au prix moyen du marché des actions du Groupe à la date de l'attribution. La durée maximale des options attribuées est présentée dans le tableau ci-dessus. Si l'option n'est pas exercée après la dernière période d'exercice, l'option vient à échéance. Les options qui ne peuvent pas encore être exercées sont renoncées si un membre de la direction ou un cadre quitte l'entreprise avant la dernière période d'exercice, sauf en cas de retraite ou de décès.

Résumé des options sur actions en circulation pendant l'exercice:

	2006		2005	
	Nombre d'options	Prix moyen en euro	Nombre d'options	Prix moyen en euro
<b>En circulation au début de la période</b>	<b>211.751</b>	<b>42,04</b>	<b>263.838</b>	<b>38,13</b>
Auxquelles il est renoncé pendant la période	-2.959	36,42	-15.457	31,78
Exercées pendant la période	-28.706	19,81	-36.630	18,20
<b>En circulation à la fin de la période</b>	<b>180.086</b>	<b>45,67</b>	<b>211.751</b>	<b>42,04</b>
Exercables à la fin de la période	67.358		51.803	

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options sur actions qui ont été exercées pendant l'exercice était de 52,21 EUR. Les options sur actions qui restent ouvertes à la fin de la période présentent une durée restante moyenne de 6 ans et 7 mois. En 2006, il n'a pas été accordé d'options sur actions.

Les justes valeurs ont été calculées sur la base de la formule Black and Scholes. Afin d'intégrer les effets de l'exercice anticipé attendu des options, la volatilité a été basée sur la volatilité historique. Ce calcul a été effectué sur la base des paramètres suivants:

La moyenne pondérée des prix des actions en € à la date d'attribution	25,9
La moyenne pondérée des prix d'exercice en €	24,3
Volatilité attendue	80%
La durée de vie des options (en années)	6
Le taux d'intérêt sans risque	3,6%
Les dividendes attendus	1,5%

Le Groupe a attribué en 2006 un montant de € 84 dans les frais de personnel liés à des transactions de paiement basées sur des actions et opérées dans des instruments de capitaux propres.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

**ANNEXE 22. PROVISIONS**

2006 Provisions, non courantes	Provisions pour contentieux	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructuration	Autres provisions	Total
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>3.146</b>	<b>157</b>	<b>0</b>	<b>611</b>	<b>3.914</b>
Variations de l'exercice					
- Provisions supplémentaires	485		1.589	3.471	5.545
- Augmentation / diminution des provisions existantes				170	170
- Intérêts					0
- Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	4		5.751	568	6.323
- Montants utilisés (-)	-1.800	-28	-1.403	-379	-3.610
- Montants non utilisés repris (-)	-12			-41	-53
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>1.823</b>	<b>129</b>	<b>5.937</b>	<b>4.400</b>	<b>12.289</b>

La provision pour litiges en cours porte principalement sur des litiges qui concernent la SA De Streekkrant-De Weekkrantgroep et la SA Roularta Books, ainsi que sur quelques autres litiges. La provision relative à l'environnement porte uniquement sur des opérations de dépollution de sols. Les provisions pour restructuration concernent principalement la clause de cession et la restructuration dans les sociétés du groupe Groupe Express-Expansion et la deuxième phase de la restructuration chez VMMA. La provision pour la taxe sur les jeux de hasard dans le chef de VMMA constitue l'essentiel des autres provisions.

2005 Provisions, non courantes	Provisions pour contentieux	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructuration	Autres provisions	Total
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>3.351</b>	<b>325</b>	<b>0</b>	<b>402</b>	<b>4.078</b>
Variations de l'exercice					
- Provisions supplémentaires	73			480	553
- Augmentation / diminution des provisions existantes				6	6
- Intérêts	193				193
- Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	251			81	332
- Montants utilisés (-)	-575	-168		-358	-1.101
- Montants non utilisés repris (-)	-147				-147
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>3.146</b>	<b>157</b>	<b>0</b>	<b>611</b>	<b>3.914</b>

**ANNEXE 23. LITIGES IMPORTANTS**

La SA De Streekkrant-De Weekkrantgroep est impliquée dans un litige avec la SA Kempenland, dans le cadre duquel cette dernière exige des dommages et intérêts d'un montant de € 7.551 pour le non-respect d'un contrat d'impression. Une provision de € 1.000 a été constituée dans le cadre de cette procédure, dont un montant de € 450 a déjà été versé à la SA Kempenland.

La SA Roularta Books est impliquée dans une procédure devant le Tribunal de commerce avec son ancien partenaire Bookmark. Une provision de € 578 a été constituée dans le cadre de cette procédure.

**ANNEXE 24. AVANTAGES DU PERSONNEL****I. APERÇU GÉNÉRAL**

	2006	2005
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>3.501</b>	<b>2.875</b>
- Provisions supplémentaires	408	767
- Montants utilisés ou montants non utilisés repris (-)	-1.004	-350
- Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	4.677	209
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>7.582</b>	<b>3.501</b>

Les avantages accordés au personnel concernent principalement le futur avantage tarifaire sur les abonnements à concurrence de € 1.531, les provisions pour indemnités de préavis à concurrence de € 488, la provision pour primes accordées aux membres du personnel à l'occasion de leur retraite à concurrence de € 488, différentes gratifications au personnel à concurrence de € 815 et les engagements de pension chez Roularta Media Group, Mestne Revije, le groupe Point de Vue, Grieg Media et le Groupe Express-Expansion à concurrence de € 4.261.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

**II. RÉGIMES DE PENSION À PRESTATIONS DÉFINIES**

Il existe différents plans de pension à prestations définies au sein du Groupe, la prestation étant fonction du nombre d'années de service et du salaire. Les charges de pension sont calculées par un actuair sur la base de la méthode 'projected unit credit' pour chaque plan. Les obligations relatives au temps de service passé et les placements constitués sont calculés sur la base de cette méthode. La différence entre les deux (valeur nette) est reprise dans le bilan du Groupe.

	2006	2005
<b>A. Montants comptabilisés au bilan</b>		
1. Obligations nettes résultant des régimes à prestations définies financés	908	479
1.1. Valeur actuelle des obligations intégralement ou partiellement financées	2.487	1.227
1.2. Juste valeur des actifs du régime (-)	-1.579	-748
2. Valeur actuelle des obligations non financées	3.441	356
3. Ecart actuariels non comptabilisés	-94	-104
4. Autres éléments	6	8
<b>Obligations résultant des régimes à prestations définies, total</b>	<b>4.261</b>	<b>739</b>
<b>B. Charge nette comptabilisée dans le compte de résultats</b>		
1. Coûts des services rendus au cours de l'exercice	446	116
2. Charges d'intérêt	303	43
3. Rendement attendu des actifs du régime (-)	-1.572	-28
4. Ecart actuariels, nets	306	118
5. Coûts des services passés		14
6. Limitations importantes	15	
<b>Charge nette comptabilisée dans le compte de résultats</b>	<b>-502</b>	<b>263</b>
<b>C. Mouvements de la valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies</b>		
<b>Valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture</b>	<b>1.584</b>	<b>949</b>
1. Coûts des services rendus au cours de l'exercice	434	137
2. Charges d'intérêt	305	14
3. Ecart actuariels, nets	-535	261
4. Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	4.163	210
5. Augmentation / diminution des écarts de conversion	-15	12
6. Autre augmentation / diminution	-8	
<b>Valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture</b>	<b>5.928</b>	<b>1.583</b>
<b>D. Mouvements de la juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies</b>		
<b>Juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture</b>	<b>748</b>	<b>410</b>
1. Taux de rendement attendu des actifs du régime	75	27
2. Ecart actuariels, nets	653	124
3. Contribution employeur	118	183
4. Augmentation / diminution des écarts de conversion	-11	8
5. Indemnités payées (-)	-4	-4
<b>Juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture</b>	<b>1.579</b>	<b>748</b>
<b>E. Principales hypothèses actuarielles</b>		
1. Taux d'actualisation	4,5%	4,2%
2. Taux de rendement attendu des actifs du régime	5,0%	5,5%
3. Taux attendu d'augmentation des salaires	3,0%	3,5%
4. Augmentations futures des prestations définies	2,5%	2,5%

	2006	2005	2004	2003
Valeur actuelle de l'obligation résultant des régimes à prestations définies	5.928	1.583	483	311
Juste valeur des actifs du régime résultant des régimes à prestations définies	1.579	748	240	177
<b>Surplus / (déficit)</b>	<b>4.349</b>	<b>835</b>	<b>243</b>	<b>134</b>

La stratégie d'investissement mise en œuvre dans le cadre des plans de pension est de nature défensive. Les investissements en valeurs à revenu fixe sont ainsi largement privilégiés, afin de garantir ainsi la sécurité, le rendement et la liquidité des investissements. Il est également veillé à une diversification et à une répartition judicieuse des investissements.

**III. RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES**

Il existe plusieurs régimes à cotisations définies dans le Groupe. A l'exception des primes payées aux compagnies d'assurances externes, le Groupe n'a aucune autre obligation. Lorsqu'un membre du personnel a rendu des services à une entité au cours d'un exercice, l'entité comptabilise la cotisation à payer en vertu de ce régime à cotisations définies en échange de ces services. Les charges comptabilisées relatives aux régimes à cotisations définies s'élèvent à € 2.618 (2005: € 1.768).

**IV. OPTIONS SUR ACTIONS ET DROITS DE SOUSCRIPTION**

Voir annexe 21.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

## ANNEXE 25. DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES DETTES

2006	COURANT		NON COURANT		
	1 an au plus	2 ans	3 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
<b>Dettes financières</b>					
Emprunt obligataire (1)				60.386	<b>60.386</b>
Dettes de location-financement	2.591	8.446	9.386	12.487	<b>32.910</b>
Etablissements de crédit (2)	132.162	3.345	24.065	7.056	<b>166.628</b>
Autres emprunts	711	139	1.899	348	<b>3.097</b>
<b>Total dettes financières selon l'échéance</b>	<b>135.464</b>	<b>11.930</b>	<b>35.350</b>	<b>80.277</b>	<b>263.021</b>
<b>Autres informations</b>					
Dettes de location-financement, valeur actuelle des paiements minimaux futurs relatifs à la location	<b>2.591</b>	<b>8.446</b>	<b>9.386</b>	<b>12.487</b>	<b>32.910</b>
- Paiements minimaux relatifs à la location, total	3.967	10.393	11.416	13.650	<b>39.426</b>
- Paiements minimaux relatifs à la location, intérêts	1.376	1.947	2.030	1.163	<b>6.516</b>
<b>Paiements minimaux futurs relatifs à la location en vertu de contrats de location simple non résiliables</b>	<b>3.463</b>	<b>2.623</b>	<b>2.954</b>	<b>48</b>	<b>9.088</b>
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>					
Dettes commerciales	146.188	2.097			<b>148.285</b>
Acomptes reçus	52.755				<b>52.755</b>
Dettes sociales	38.115				<b>38.115</b>
- dont dettes envers les employés	24.809				<b>24.809</b>
- dont dettes envers les administrations publiques	13.306				<b>13.306</b>
Impôts	18.054				<b>18.054</b>
Autres dettes	4.032	174	9	44	<b>4.259</b>
Charges à imputer et produits à reporter	8.585				<b>8.585</b>
<b>Total des dettes selon l'échéance</b>	<b>267.729</b>	<b>2.271</b>	<b>9</b>	<b>44</b>	<b>270.053</b>

2005	COURANT		NON COURANT		
	1 an au plus	2 ans	3 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
<b>Dettes financières</b>					
Dettes de location-financement	2.087	2.299	3.760	704	<b>8.850</b>
Etablissements de crédit	41.325	7.041	5.201	6.367	<b>59.934</b>
Autres emprunts	4.167	25	78	1.942	<b>6.212</b>
<b>Total dettes financières selon l'échéance</b>	<b>47.579</b>	<b>9.365</b>	<b>9.039</b>	<b>9.013</b>	<b>74.996</b>
<b>Autres informations</b>					
Dettes de location-financement, valeur actuelle des paiements minimaux futurs relatifs à la location	<b>2.087</b>	<b>2.299</b>	<b>3.760</b>	<b>704</b>	<b>8.850</b>
- Paiements minimaux relatifs à la location, total	2.431	2.675	4.172	723	<b>10.001</b>
- Paiements minimaux relatifs à la location, intérêts	344	376	412	19	<b>1.151</b>
<b>Paiements minimaux futurs relatifs à la location en vertu de contrats de location simple non résiliables</b>	<b>3.650</b>	<b>2.366</b>	<b>2.938</b>	<b>153</b>	<b>9.107</b>
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>					
Dettes commerciales	93.617	536			<b>94.153</b>
Acomptes reçus	24.222				<b>24.222</b>
Dettes sociales	24.638				<b>24.638</b>
- dont dettes envers les employés	11.048				<b>11.048</b>
- dont dettes envers les administrations publiques	13.590				<b>13.590</b>
Impôts	10.668				<b>10.668</b>
Autres dettes	2.869	287	429	19	<b>3.604</b>
Charges à imputer et produits à reporter	6.397				<b>6.397</b>
<b>Total des dettes selon l'échéance</b>	<b>162.411</b>	<b>823</b>	<b>429</b>	<b>19</b>	<b>163.682</b>

(1) US Private Placement in USD.

Lors du premier traitement, la conversion en EUR a été effectuée au cours utilisé pour l'opération.

A la date du bilan, elle se fait au cours utilisé pour le bilan. En ce qui concerne l'emprunt, la différence entre le cours initial et le cours à la date du bilan s'élève à € - 4.858 (différence négative).

La valeur est également adaptée à la valeur réelle du contrat IRCS y afférent. Cette adaptation s'élève à € 3.923.

(2) Y compris € 117.000 de dettes à court terme, à la suite du financement du rachat de Groupe Express-Expansion, qui seront converties en 2007 en crédits à long terme.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

**ANNEXE 26. AUTRES ANNEXES RELATIVES AUX PASSIFS**

CHARGES À IMPUTER ET PRODUITS À REPORTER	2006	2005
Charges à imputer et produits à reporter	8.199	5.699
Valeur comptable des subventions publiques	386	698
<b>Total charges à imputer et produits à reporter</b>	<b>8.585</b>	<b>6.397</b>

La hausse est liée d'une part à la modification du Groupe et d'autre part à des produits à reporter, principalement chez VMMA, en ce qui concerne l'intervention reçue qui sera reportée dans le temps.

**ANNEXE 27. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT ET CONTRATS DE LOCATION SIMPLE**
**I. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT**

Les contrats de location conclus par le Groupe se rapportent principalement aux machines. La Regionale Media Maatschappij détient des contrats de location relatifs aux cellules d'assemblage et au matériel de diffusion. Les contrats contiennent une option d'achat à 1% de l'investissement brut. L'option de renouvellement est fixée à 0,75% de l'investissement brut pour la première et la deuxième année, et à 0,1% pour les années suivantes. Le contrat de location relatif aux dispositifs de studio contient une option d'achat à 3% de l'investissement brut.

Roularta Printing détient des contrats de location divers. Les contrats relatifs à l'installation des presses à imprimer, à la ligne d'assemblage et à la machine d'emballage contiennent une option d'achat à 1% de l'investissement brut, l'option de renouvellement est fixée à 0,75% pour la première et la deuxième année, et à 0,1% pour les années suivantes. Le nouveau contrat de location relatif à deux presses à imprimer contient une option d'achat à 2% de l'investissement total, l'option de renouvellement est fixée à 1,75% pour la première et la deuxième année, et à 0,1% pour les années suivantes.

Vogue Trading Video détient un contrat de cession-bail pour une chaîne de production de DVD. Le contrat contient une option d'achat de 16% de l'investissement brut.

	2006	2005
Intérêts au titre des contrats de location-financement comptabilisés en charge	615	292

Les intérêts au titre des contrats de location-financement sont comptabilisés en charge sur une base linéaire sur la durée du contrat. L'augmentation est relative au nouveau contrat de location relatif à deux presses à imprimer de Roularta Printing et de la chaîne de production de DVD de Vogue Trading Video.

**II. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE**

	2006	2005
Paiements au titre des contrats de location simple comptabilisés en charge	4.457	4.349

Le Groupe a surtout des contrats de location simple pour des voitures d'entreprises et du matériel de bureau. Paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge sur une base linéaire sur la durée du contrat.

**ANNEXE 28. PASSIFS ÉVENTUELS**

Le Groupe se porte garant d'obligations pour un montant total de € 11.482, dont € 1.953 ont trait à des coentreprises. Des gages sur fonds de commerce ont été constitués pour un montant total de € 5.975, dont € 2.000 dans le cadre de coentreprises.

Pour deux des sociétés du Groupe, il plane une incertitude quant au montant de la dette fiscale à porter en compte. Les chiffres au 31/12/2006 tiennent compte de la meilleure estimation possible.

Pour la société Vlaamse Media Maatschappij SA, l'incertitude a trait à la réglementation et aucun impôt n'a encore été perçu. Une provision de € 3.122 a été enregistrée (part de RMG). L'incertitude ne peut pas être quantifiée avec une plus grande précision.

Pour la société Belgomedia SA, l'incertitude est à notre avis liée à une interprétation erronée de l'administration fiscale, en dépit de l'accord obtenu dans cette affaire. Une procédure de réclamation est en cours pour cette affaire.

**ANNEXE 29. GESTION DE RISQUES FINANCIERS**

Dans l'exercice de son activité, le Groupe est exposé à des risques de change, de taux, de crédit et de marché. Les produits dérivés sont utilisés pour réduire les risques liés aux fluctuations des cours du change et des taux d'intérêt.

**A. RISQUE DE CHANGE**
*Activités opérationnelles*

Le Groupe utilise des contrats de change pour couvrir le risque de variation de la juste valeur d'un actif ou d'une obligation reprise, ou d'un engagement ferme non repris. Les contrats forward sont considérés comme des couvertures de la juste valeur et sont appréciés à leur valeur de marché (€ 231) et enregistrés dans la rubrique 'produits dérivés financiers' dans la rubrique des passifs non courants.

*Activités financières*

En 2006, le Groupe a procédé à un placement privé libellé en USD aux Etats-Unis.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Pour couvrir le risque de change et le risque de taux sur cet emprunt en USD, le Groupe a souscrit un contrat IRCS dont les échéances sont aux mêmes dates que celles des amortissements et des paiements d'intérêt. Ce contrat est traité comme une couverture des flux de trésorerie. La valeur réelle de ce contrat s'élevait à € -3.923 à la date du 31 décembre 2006.

La couverture précitée du risque de change et du risque de taux sur ce placement privé en US dollars porte sur un montant nominal de € 60.386, dont l'échéance est supérieure à cinq ans et dont les intérêts sont payables semestriellement.

#### B. RISQUE DE TAUX

Les prêts aux coentreprises ont un taux d'intérêt fixe qui est révisable après trois ou cinq ans.

Les emprunts contractés auprès des institutions financières sont à taux fixe ou à taux variable.

Pour couvrir les risques résultant des fluctuations défavorables des taux d'intérêt, le Groupe a utilisé des instruments financiers, à savoir des contrats IRS, des contrats Cap-floor, ainsi que le contrat IRCS précité.

Un des contrats IRS est considéré comme un contrat de couverture des flux de trésorerie selon les normes IAS 39. La valeur réelle de ce contrat IRS s'élevait à € 9 à la date du 31 décembre 2006.

Ce contrat de couverture des flux de trésorerie porte sur une dette d'un montant nominal de € 1.600, dont l'échéance est inférieure à un an et dont les intérêts sont payables trimestriellement.

Les autres contrats ne sont pas considérés comme des contrats de couverture selon les normes IAS 39.

La valeur totale réelle (valeur 'marked-to-market') de ceux-ci s'élevait à € 1.227 à la date du 31 décembre 2006.

#### C. RISQUE DE CRÉDIT

Afin de gérer le risque de crédit, des contrôles de solvabilité sont effectués pour tous les clients demandant un crédit important. En outre, le Groupe utilise des instruments commerciaux financiers, comme des lettres de change, pour gérer son risque de crédit.

#### D. RISQUE DE MARCHÉ

Afin de gérer le risque potentiel lié au prix du papier, le Groupe utilise des accords de prix. Il existe des contrats annuels pour le papier journal, et des contrats périodiques pour le papier magazine.

### ANNEXE 30. FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX ACQUISITIONS DE FILIALES

Les acquisitions importantes suivantes, avec impact sur les comptes annuels consolidés, sont intervenues en 2006:

A la date du 26 septembre 2006, nous avons acquis 100% des actions du Groupe Express-Expansion pour le prix de € 185.472.

D'autres acquisitions ont été effectuées au cours de l'exercice, à savoir: le 1 janvier 2006, 80% de 't Fonteintje-De Wegwijzer a été acquis via De Streekkrant-De Weekkrantgroep pour un prix total de € 1.562, ainsi que 50% de Studio-A via VMMA pour un prix total de € 402.

Mentionnons encore l'acquisition de 50% de Liefde voor het Leven, pour laquelle, conformément aux modalités de reprise, aucun paiement n'avait encore été effectué fin 2006.

La juste valeur des actifs et passifs des filiales acquises à la date d'acquisition est présentée comme suit:

	2006					2005
	Groupe Express-Expansion	't Fonteintje-De Wegwijzer	Studio-A	Liefde voor het Leven	Total	Total
<b>Actifs</b>						
<b>Actifs non courants</b>	<b>361.334</b>	<b>2.251</b>	<b>4.144</b>	<b>0</b>	<b>367.729</b>	<b>47.146</b>
Immobilisations incorporelles	317.172	2.248	20		319.440	46.612
Goodwill	29.742		1.382		31.124	
Immobilisations corporelles	5.357		2.192		7.549	344
Actifs financiers	445	3	2		450	
Clients et autres créances	672				672	103
Actifs d'impôt différé	7.946		548		8.494	87
<b>Actifs courants</b>	<b>58.726</b>	<b>627</b>	<b>4.103</b>	<b>55</b>	<b>63.511</b>	<b>11.924</b>
Stocks	4.317		2.833		7.150	43
Créances et autres créances	49.546	559	820		50.925	6.856
Actifs financiers	12				12	1.963
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.787	68	336	55	2.246	2.722
Charges à reporter et produits acquis	3.064		114		3.178	340
<b>Total de l'actif</b>	<b>420.060</b>	<b>2.878</b>	<b>8.247</b>	<b>55</b>	<b>431.240</b>	<b>59.070</b>
<b>Passifs</b>						
<b>Passifs non courants</b>	<b>143.049</b>	<b>581</b>	<b>300</b>	<b>0</b>	<b>143.930</b>	<b>14.841</b>
Provisions	6.850		250		7.100	323
Avantages du personnel	4.692		9		4.701	209
Passifs d'impôt différé	97.826	581			98.407	13.027
Dettes financières	33.681		41		33.722	1.282

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Passifs courants	91.539	735	7.545	55	99.874	12.684
Dettes financières	8.986		589		9.575	2.203
Dettes commerciales	40.248	361	1.303	1	41.913	5.065
Acomptes reçus	21.776		5.016		26.792	2.371
Dettes sociales	13.231	29	446		13.706	1.003
Impôts	6.571	57	180	19	6.827	911
Autres dettes	633	287	11	34	965	1.004
Charges à imputer et produits à reporter	94	1		1	96	127
<b>Total du passif</b>	<b>234.588</b>	<b>1.316</b>	<b>7.845</b>	<b>55</b>	<b>243.804</b>	<b>27.525</b>
Total actif net acquis	185.472	1.562	402	0	187.436	31.545
Dettes acquises (cash outflow supplémentaire)	30.000				30.000	
Placement, trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	-1.787	-68	-336	-55	-2.246	-4.685
<b>Sortie de trésorerie nette</b>	<b>213.685</b>	<b>1.494</b>	<b>66</b>	<b>-55</b>	<b>215.190</b>	<b>26.860</b>

Le résultat des entreprises acquises inclus dans le résultat du Groupe est comme suit:

	Résultat de l'exercice
Groupe Express-Expansion (groupe)	4.288
Studio-A	193
't Fonteintje-De Wegwijzer	172
Liefde voor het Leven	6
	<b>4.659</b>

Le chiffre d'affaires des entreprises acquises inclus dans le chiffre d'affaires du Groupe est comme suit:

	Chiffre d'affaires de l'exercice
Groupe Express-Expansion (groupe)	58.939
't Fonteintje-De Wegwijzer	1.923
Studio-A	469
Liefde voor het Leven	10
	<b>61.341</b>

### ANNEXE 31. FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX CESSIONS DE FILIALES

Au cours de l'exercice, nous nous sommes défaits de 50% des actions d'A Nous Province et d'Algo Communication (à partir du 1 janvier 2006) et de la participation de 40% que le Groupe possédait dans Publiregiões (à partir du 1/4/2006).

La juste valeur des actifs et passifs des filiales abandonnées à la date de cession est présentée comme suit:

Actifs	2006	2005
<b>Actifs non courants</b>	<b>31</b>	<b>85</b>
Immobilisations incorporelles	8	34
Immobilisations corporelles	15	26
Actifs financiers	8	
Actifs d'impôt différé		25
<b>Actifs courants</b>	<b>935</b>	<b>1.165</b>
Stocks		703
Créances et autres créances	717	298
Trésorerie et équivalents de trésorerie	218	141
Charges à reporter et produits acquis		23
<b>Total de l'actif</b>	<b>966</b>	<b>1.250</b>

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

<b>Passifs</b>		
<b>Passifs non courants</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Dettes financières		1
<b>Passifs courants</b>	<b>684</b>	<b>928</b>
Dettes financières	21	
Dettes commerciales	445	736
Dettes sociales	40	101
Impôts	58	91
Autres dettes	2	
Charges à imputer et produits à reporter	118	
<b>Total du passif</b>	<b>684</b>	<b>929</b>
Total actif net abandonné	282	321
Profit sur vente participation	3	349
Prix de rachat reçu en liquidités	286	670
Placements, trésorerie et équivalents de trésorerie abandonnés	-218	-141
<b>Entrée de trésorerie nette</b>	<b>68</b>	<b>529</b>

### ANNEXE 32. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Une liste des coentreprises, comportant le nom, le pays d'origine et le pourcentage détenu, est reprise dans l'annexe 36 des états financiers consolidés. Les coentreprises importantes du Groupe sont VMMA SA (télévision commerciale nationale et radio) et autres maisons d'édition. La quote-part des coentreprises dans les actifs, les passifs, le chiffre d'affaires et le résultat net du Groupe est comme suit:

	2006	2005
Actifs non courants	58.954	64.375
Actifs courants	108.027	97.793
Passifs non courants	16.656	12.587
Passifs courants	51.162	52.259
Quote-part dans le chiffre d'affaires	186.812	175.543
Quote-part dans le résultat net	12.545	10.819

### ANNEXE 33. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Après la clôture de l'exercice sont survenus les événements importants suivants, qui influencent de manière importante les résultats et la position financière de l'entreprise:

- Du fait de l'exercice de 9.340 warrants, le capital de Roularta Media Group SA a été augmenté de € 188 par acte notarié du 5 janvier 2007, et ensuite de € 0,5 par le biais de l'incorporation de la réserve disponible, ce qui l'a porté à € 170.439, représenté par 11.014.825 actions, dont 2.603.948 actions à caractère VVPR;
- Au mois de janvier 2007, Roularta Media Group SA a acquis 100% des actions d'Academici Roularta Media SA, une ancienne joint-venture (50/50) entre Roularta Media Group SA et Monsieur Ron Maes;
- En mars 2007, Roularta Media Group a racheté toutes les actions de Medical Integrated Communication SA, éditeur de la revue bilingue Le Journal du Dentiste/De Tandartsenkrant;
- Roularta Media Group SA a racheté fin mars 2007 les revues professionnelles Datanews et Texbel de VNU Business Publications, ainsi que les sites Internet liés à ces publications.

### ANNEXE 34. HONORAIRES AU COMMISSAIRE ET AUX PERSONNES LIÉES AU COMMISSAIRE

Les honoraires du commissaire s'élèvent à € 123. Les honoraires du commissaire pour des missions de contrôle supplémentaires s'élèvent à € 15. Les honoraires des personnes auxquelles le commissaire est lié s'élèvent à € 11 pour les missions fiscales particulières et à € 120 pour d'autres missions.

**ANNEXE 35. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES**

2006	Coentreprises	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
<b>I. ACTIFS AVEC LES PARTIES LIÉES</b>	<b>10.782</b>	<b>462</b>	<b>207</b>	<b>11.451</b>
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>3.739</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.739</b>
Prêts	3.739			3.739
<b>Créances</b>	<b>7.043</b>	<b>462</b>	<b>207</b>	<b>7.712</b>
Clients	7.043	462	207	7.712
<b>II. PASSIFS AVEC LES PARTIES LIÉES</b>	<b>5.804</b>	<b>3</b>	<b>322</b>	<b>6.129</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>269</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>269</b>
Autres prêts	250			250
Autres dettes	19			19
<b>Dettes</b>	<b>5.535</b>	<b>3</b>	<b>322</b>	<b>5.860</b>
Fournisseurs	3.420	3	322	3.745
Autres dettes	2.115			2.115
<b>III. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES</b>				
Vente de biens	7.713		40	7.753
Achat de biens (-)	-1.409		-135	-1.544
Prestations de services données	11.050	656	352	12.058
Prestations de services reçues (-)	-3.446	-123	-1.884	-5.453
Transferts suivant les conventions de financement	182			182
<b>IV. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS (Y COMPRIS ADMINISTRATEURS)</b>				<b>2.951</b>
- dont avantages à court terme				2.401
- dont indemnités de fin de contrat de travail				253
- dont indemnités de licenciement				297

2005	Coentreprises	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
<b>I. ACTIFS AVEC LES PARTIES LIÉES</b>	<b>8.712</b>	<b>118</b>	<b>251</b>	<b>9.081</b>
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>3.313</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.313</b>
Prêts	3.313			3.313
<b>Créances</b>	<b>5.399</b>	<b>118</b>	<b>251</b>	<b>5.768</b>
Clients	5.394	118	251	5.763
Autres créances	5			5
<b>II. PASSIFS AVEC LES PARTIES LIÉES</b>	<b>5.596</b>	<b>20</b>	<b>87</b>	<b>5.703</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250</b>
Autres prêts	250			250
<b>Dettes</b>	<b>5.346</b>	<b>20</b>	<b>87</b>	<b>5.453</b>
Fournisseurs	4.327	20	87	4.434
Autres dettes	1.019			1.019
<b>III. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES</b>				
Vente de biens	10.007	2	7	10.016
Achat de biens (-)	-1.466	-4	-284	-1.754
Prestations de services données	3.589	534	938	5.061
Prestations de services reçues (-)	-7.912	-62	-1.911	-9.885
Transferts suivant les conventions de financement	125			125
<b>IV. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS (Y COMPRIS ADMINISTRATEURS)</b>				<b>2.701</b>
- dont avantages à court terme				2.433
- dont indemnités de fin de contrat de travail				268

Le Groupe n'a ni actifs, ni obligations, ni transactions avec sa société mère, Stichting Administratiekantoor RMG, ni avec ses détenteurs de certificats, la NV Koinon et la NV Cennini.

Les actifs, les obligations et les transactions avec des filiales sont entièrement éliminés dans la consolidation.

Les actifs, les obligations et les transactions avec des coentreprises sont éliminés proportionnellement. La partie non éliminée est reprise sous cette rubrique.

Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Les actifs, les obligations et les transactions avec des entreprises associées ne sont pas éliminés dans la consolidation et sont par conséquent repris intégralement sous cette rubrique.

La liste répertoriant la déclaration des filiales, des coentreprises et des entreprises associées figure dans l'annexe 36.

Les autres parties associées sont des entreprises qui sont contrôlées par la direction et les cadres du Groupe et leur proches, ou au sein desquelles ces personnes ont une influence significative. Les rémunérations des dirigeants et administrateurs sont reprises séparément.

Il n'y a aucune sûreté liée aux actifs et obligations à l'égard des parties associées, et il n'a pas été enregistré de moins-values.

Toutes les créances et dettes sont des créances et dettes à court terme qui sont acquittées à l'échéance. Toutes les transactions concernent des opérations commerciales ordinaires. Pour les ventes conclues par le Groupe avec ces parties associées, on applique la tarification habituelle. Pour les achats, on applique la procédure habituelle en ce qui concerne la sélection du fournisseur et les prix utilisés.

Il n'y a pas de créances exigibles ni de dettes à l'égard du key management.

### ANNEXE 36. STRUCTURE DU GROUPE

La société mère ultime du Groupe est Roularta Media Group NV, Roeselare, Belgique. Au 31 décembre 2006, 77 filiales, coentreprises et entreprises associées sont consolidées.

Nom de l'entreprise	Location	Fraction du capital détenue
<b>1. Entreprises consolidées globalement</b>		
ROULARTA MEDIA GROUP NV	Roeselare, Belgique	100,00%
@-INVEST NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ANIMOTION SARL	Paris, France	100,00%
A NOUS PARIS SAS	Neuilly-sur-Seine, France	100,00%
BELGIAN BUSINESS TELEVISION NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
BELGIFRANCE COMMUNICATION SARL	Paris, France	100,00%
BIBLO-ROULARTA MEDICA NV	Kalmthout, Belgique	100,00%
CAVENNE SAS ÉDITEURS	Paris, France	100,00%
CD SERVICES SARL	Paris, France	100,00%
CÔTÉ MAISON SA	Paris, France	100,00%
COTEXPO SARL	Paris, France	100,00%
DMB-BALM SAS	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
ÉDITIONS CÔTÉ EST SA	Paris, France	100,00%
ÉDITIONS GÉNÉRATION L'ÉTUDIANT SA	Paris, France	100,00%
EYE-D NV	Roeselare, Belgique	100,00%
GROUPE EXPRESS-EXPANSION SA	Paris, France	100,00%
GROUPE EXPRESS ÉDITIONS SNC	Paris, France	100,00%
GROUPE MIEUX VIVRE SA	Paris, France	100,00%
HIPPOS VADEMECUM NV en liquidation	Brugge, Belgique	100,00%
JOB RENCONTRES SA	Paris, France	100,00%
LE VIF MAGAZINE SA	Bruxelles, Belgique	100,00%
POINT DE VUE SARL	Paris, France	100,00%
PRÉLUDE ET FUGUE SARL	Paris, France	100,00%
PRESS NEWS NV	Gent, Belgique	100,00%
REGIE DE WEEKKRANT NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ROULARTA BOOKS NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
ROULARTA IT-SOLUTIONS NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ROULARTA MANAGEMENT NV	Roeselare, Belgique	100,00%
ROULARTA MEDIA FRANCE SA	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
ROULARTA PUBLISHING NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
SOLRÉMI SARL	Paris, France	100,00%
SPORTMAGAZINE NV	Bruxelles, Belgique	100,00%
STUDIO MAGAZINE SA	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
STUDIO PRESS LTD	Peterborough, Grande-Bretagne	100,00%
STUDIO PRESS SAS	Paris, Saint-Ouen, France	100,00%
STYLE MAGAZINE BV	Breda, Pays-Bas	100,00%
WEST-VLAAMSE MEDIA GROEP NV	Roeselare, Belgique	100,00%
MESTNE REVUJE D.O.O.	Ljubliana, Slovénie	92,00%
AUTOMATCH BVBA	Roeselare, Belgique	80,00%
DE STREEKKRANT-DE WEEKKRANTGROEP NV	Roeselare, Belgique	80,00%
DRUKKERIJ LEYSEN NV	Mechelen, Belgique	80,00%
TAM-TAM NV	Knokke, Belgique	80,00%
'T FONTEINTJE-DE WEGWIJZER NV	Roeselare, Belgique	80,00%
ROULARTA PRINTING NV	Roeselare, Belgique	75,66%
VOGUE TRADING VIDEO NV	Kuurne, Belgique	74,67%
FOLLOW THE GUIDE NV	Anvers, Belgique	65,00%
MEDIA OFFICE NV	Anvers, Belgique	65,00%
ZEEUWS VLAAMS MEDIABEDRIJF BV	Terneuzen, Pays-Bas	40,80%

2. Entreprises consolidées proportionnellement		
ACADEMICI ROULARTA MEDIA NV	Anvers, Belgique	50,00%
A NOUS PROVINCE SAS	Roubaix, France	50,00%
ALGO COMMUNICATION SARL	Roubaix, France	50,00%
ART DE VIVRE ÉDITIONS SA	Paris, France	50,00%
BELGOMEDIA SA	Verviers, Belgique	50,00%
CAP PUBLISHING NV	Brugge, Belgique	50,00%
DE WOONKIJKER NV	Anvers, Belgique	50,00%
DICOS D'OR SNC	Paris, France	50,00%
FIRST MEDIA SA	Bruxelles, Belgique	50,00%
GRIEG MEDIA AS	Bergen, Norvège	50,00%
HIMALAYA NV	Zaventem, Belgique	50,00%
LIEFDE VOOR HET LEVEN BVBA	Roeselare, Belgique	50,00%
PARATEL NV	Vilvoorde, Belgique	50,00%
REGIONALE MEDIA MAATSCHAPPIJ NV	Roeselare, Belgique	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS SA	Bruxelles, Belgique	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS DEUTSCHLAND GMBH & CO KG	Cologne, Allemagne	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS NEDERLAND BV	Bussum, Pays-Bas	50,00%
SENIOR PUBLICATIONS VERWALTUNGS GMBH	Cologne, Allemagne	50,00%
STUDIO-A NV	Boortmeerbeek, Belgique	50,00%
VLAAMSE MEDIA MAATSCHAPPIJ NV	Vilvoorde, Belgique	50,00%
VOIX DU NORD L'ÉTUDIANT SA	Lille, France	50,00%
ZEFIR WEB SNC	Paris, France	50,00%
REGIONALE TV MEDIA NV	Zellik, Belgique	33,33%
50+ BEURS & FESTIVAL BV	Arnhem, Les Pays-Bas	25,00%
BAYARD MEDIA GMBH & CO KG	Augsburg, Allemagne	25,00%
BAYARD MEDIA VERWALTUNGS GMBH	Augsburg, Allemagne	25,00%
3. Entreprises mises en équivalence		
PAGINAS LONGAS LDA	Lisbonne, Portugal	40,00%
REPROPRESS CVBA	Bruxelles, Belgique	30,74%
PARTENAIRE DÉVELOPPEMENT SARL	Lyon, France	25,00%
FEBELMA REGIE CVBA	Bruxelles, Belgique	23,35%
4. Entreprises d'importance négligeable qui ne sont pas comprises dans les états financiers consolidés		
EUROCASINO NV	Bruxelles, Belgique	19,00%
CYBER PRESS PUBLISHING SA	Clichy, France	15,39%
S.T.M. SA	Saint-André, France	15,00%

**AU COURS DE L'EXERCICE 2006, LES CHANGEMENTS SUIVANTS SONT INTERVENUS DANS LE GROUPE:**
**Nouvelles participations dans:**

- 't Fonteintje-De Wegwijzer NV via De Streekkrant-De Weekkrantgroep NV depuis 1/1/2006
- Studio-A NV via Vlaamse Media Maatschappij NV depuis 1/1/2006
- Paginas Longas Lda depuis 1/7/2006
- Liefde voor het Leven BVBA depuis 1/10/2006
- *Groupe Express-Expansion* depuis 1/10/2006:
  - Groupe Express-Expansion SA
  - Animotion SARL via Editions Génération SA
  - CD Services SARL via Groupe Express-Expansion SA
  - Editions Génération L'Étudiant SA via Groupe Express-Expansion SA
  - Groupe Express Editions SNC via Groupe Express-Expansion SA
  - Groupe Mieux Vivre SA via Groupe Express-Expansion SA
  - Job Rencontres SA via Groupe Express-Expansion SA
  - Prélude et Fugue SARL via Groupe Express-Expansion SA
  - Solrémi SARL via Prélude et Fugue SARL
  - Dicos d'or SNC via Groupe Express Editions SA
  - Voix du Nord L'Étudiant SA via Editions Génération SA
  - Zéfir Web SNC via Groupe Express-Expansion SA
  - Partenaire Développement SARL via Groupe Express-Expansion SA

**Diminution de la participation avec changement de méthode de consolidation:**

- A Nous Province SAS de 100% à 50% depuis 1/1/2006
- Algo Communication SARL de 100% à 50% depuis 1/1/2006

**Augmentation de la participation avec changement de méthode de consolidation:**
*Groupe Express-Expansion:*

- Côté Maison SA via Groupe Express-Expansion SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006
- Cotexpo SARL via Côté Maison SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006
- Editions Côté Est SA via Côté Maison SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006
- Le Vif Magazine SA via Groupe Express-Expansion SA de 50% à 100% depuis 1/10/2006

**Augmentation de la participation sans changement de méthode de consolidation:**

- Mestne Revije d.o.o. de 79,59% à 92% depuis 1/4/2006

**Participations liquidées et fusionnées:**

- Band a Part SARL: dissolution sans liquidation par Studio Press SAS, associée unique, le 27/11/2006
- Régies et Services Cavenne SARL: dissolution sans liquidation par Belgifrance Communication SARL, associée unique, le 27/11/2006
- Studio Participations SNC: clôture de la liquidation le 5/12/2006

**Participations vendues:**

- Publiregiões Lda depuis 1/4/2006

## Rapport du commissaire

### Rapport du commissaire sur les comptes consolidés clôturés le 31 décembre 2006 présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires

Aux actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

#### Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Roularta Media Group SA (la «société») et de ses filiales (conjointement le «Groupe»), établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et avec les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé clôturé le 31 décembre 2006, le compte de résultat consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le bilan consolidé s'élève à 985.534 (000) EUR et le bénéfice consolidé de l'exercice (part du Groupe) clôturé à cette date s'élève à 24.786 (000) EUR.

Les comptes annuels de certaines sociétés importantes comprises dans le périmètre de consolidation ont été contrôlés par d'autres réviseurs. Notre attestation sur les comptes consolidés ci-joints, dans la mesure où elle porte sur les montants relatifs à ces sociétés, est basée sur les rapports de ces autres réviseurs.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que

celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le Groupe pour l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis, ainsi que les rapports des autres réviseurs sur lesquels nous nous sommes basés, fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, et sur base des rapports des autres réviseurs, les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2006, et de ses résultats et flux de trésorerie pour l'année clôturée à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

#### Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Le 6 avril 2007

**Le commissaire**

**DELOITTE Réviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL**  
Représentée par Jos Vlamincx et Mario Dekeyser